

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 6

4 janvier 2011

SOMMAIRE

3A Invest S.A.	288	Estate Union Development S.A.	272
Alimentation LUSITANEA S.à.r.l.	275	Etive Investments S.A.	271
Aperam	267	European Financial Company	272
Aperam	266	Eurotrust	273
ArcelorMittal Stainless & Speciality Steels	267	Floc S.à.r.l.	273
ArcelorMittal Stainless & Speciality Steels	266	Global Select Sicav	273
ArchiGest S.A.	276	Green Planet S.A.	273
Archstone Management Germany S.à r.l.	276	H 96 Holding S.A.	274
AXA IM XP	268	Herinvest S.A.	274
Bâloise Europe Vie S.A.	282	iDbyMe	275
Bâloise Vie Luxembourg S.A.	282	IGNI	244
BZ Equity Fund	247	International Group Company S.A.	242
Cameron Lux BRL Sàrl	268	Investimmo International S.A.	276
Cameron LUX CAD Sàrl	269	Invista Real Estate Opportunity Fund Etoy Sàrl	274
Cameron LUX EUR Sàrl	269	IPC - Capital Strategy VIII	247
Cameron LUX GBP Sàrl	269	IPC - W.P. Vermögensfonds	247
Cameron Lux MXN Sàrl	270	Joint S.A.	276
Cameron Lux MYR Sàrl	270	LaSalle Torius S.à.r.l.	277
Cameron LUX NOK Sàrl	270	LCH Investments S.à r.l.	278
Cameron Lux USD Sàrl	270	Levor S.à r.l.	277
Celfloor	267	LuxiPrivilège	245
CFT International S.à r.l.	271	Oil Finance S.A. SPF	242
Chrysaor S.à r.l.	268	Plettenberg S.A.	267
Comgest Panda	246	Plettenberg S.A.	267
Condor Trading S.A.	242	Raumstudio Falter Luxemburg Sàrl	275
Creative Concept Company GmbH	268	rELoC DC-1 S.A.	275
CVM S.A.	245	Sigval Holding S.A.	243
CVM SPF S.A.	245	Sorokina S.A.	245
Dom Quichotte S.à r.l.	271	Symphonia Lux Sicav	243
Dreambay S.A.	267	Terold S.à r.l.	277
Espace Intérieur S. à r. l.	272	UniSicav	243
		Vulcain S.A.	244

Condor Trading S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1628 Luxembourg, 7A, rue des Glacis.

R.C.S. Luxembourg B 81.304.

Nous avons l'honneur de vous informer que vous êtes convoqués, le 21 janvier 2011, à dix heures, au siège social, en

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE

tenue extraordinairement, à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

Ordre du jour:

- Lecture des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2009, approbation desdits comptes, décharge aux administrateurs et au Commissaire aux Comptes,
- affectation du résultat,
- Examen de la situation des mandats,
- Questions diverses

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2010174906/1161/17.

International Group Company S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1628 Luxembourg, 7A, rue des Glacis.

R.C.S. Luxembourg B 43.932.

Nous avons l'honneur de vous informer que vous êtes convoqués, le 21 janvier 2011, à quatorze heures, au siège social, en

ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

tenue extraordinairement, à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

Ordre du jour:

- Lecture des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2009 approbation desdits comptes, décharge aux administrateurs et au Commissaire aux Comptes,
- Affectation du résultat
- Examen de la situation des mandats
- Questions diverses

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2010174908/1161/18.

Oil Finance S.A. SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 7, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 45.429.

Les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE

qui se tiendra au siège social, en date du 18 janvier 2011 à 10.00 heures, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Discussion et approbation des comptes annuels arrêtés au 30 septembre 2010;
2. Discussion et approbation du rapport du Commissaire afférent à l'exercice clôturé le 30 septembre 2010;
3. Octroi de la décharge, telle que requise par la loi, aux Administrateurs et au Commissaire pour les fonctions exercées par ceux-ci dans la société durant l'exercice clôturé le 30 septembre 2010;
4. Décision de l'affectation du résultat réalisé au cours de l'exercice clôturé le 30 septembre 2010;
5. Le cas échéant, décision conformément à l'article 100 des LCSC pour l'exercice clôturé le 30 septembre 2010;
6. Divers.

Référence de publication: 2011001261/1004/17.

Symphonia Lux Sicav, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-5826 Hesperange, 33, rue de Gasperich.
R.C.S. Luxembourg B 65.036.

We are pleased to invite you to attend the

ANNUAL GENERAL MEETING

of Shareholders of SYMPHONIA LUX SICAV (the "Company") which will be held at the registered office of the Company on Tuesday, 25th January 2011 at 11.30 a.m. with the following agenda:

Agenda:

1. Approval of the Reports of the Board of Directors and of the Independent Auditor;
2. Approval of the Statement of Net Assets and Statement of Income for the year ended on 30 September 2010; Allocation of the results;
3. Discharge of the Directors with respect of their performance of duties during the year ended on 30 September 2010;
4. Election or re-election of the Directors;
5. Directors' fees;
6. Election or re-election of the Independent Auditor.

The Annual General Meeting may validly deliberate without quorum. The resolutions on the agenda will be passed if approved by a simple majority of the shares present or represented.

In order to attend the Meeting, the holders of bearer shares are required to deposit their share certificates five business days before the Meeting at the windows of BNP Paribas Luxembourg, 10A, boulevard Royal, L-2093 Luxembourg, where forms of proxy are available.

For and on behalf of the Board of Directors of SYMPHONIA LUX SICAV.

Référence de publication: 2011001262/755/25.

Sigval Holding S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.
R.C.S. Luxembourg B 37.010.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer Messieurs les actionnaires par le présent avis, à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui aura lieu le 20 janvier 2011 à 11.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation du bilan et du compte de profits et pertes au 30 septembre 2010, et affectation du résultat.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes pour l'exercice de leur mandat au 30 septembre 2010.
4. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2011001265/1023/16.

UniSicav, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 308, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 142.184.

Shareholders are invited to attend the

ANNUAL GENERAL MEETING

of shareholders which will be held at 308, route d'Esch, L-1471 Luxembourg, on 20 January 2011 at 11.00 a.m. with the following agenda:

Agenda:

1. Report of the Board of Directors
2. Report of the Auditor
3. Approval of the financial statements as of 30 September 2010
4. Decision on allocation of net profits of the fiscal year ended 30 September 2010
5. Discharge of the Directors in respect of the carrying out of their duties

6. Appointment of the Auditor
7. Miscellaneous

The issues on the agenda are not subject to any terms of attendance and the decisions will be made in bare majority of the attendant or represented shareholders.

To be approved to the Meeting, shareholders of transferable shares have to deposit their statement of holdings of the safe guarding institution at least five business days before the Meeting at Union Investment Financial Services S.A., 308, route d'Esch, L-1471 Luxembourg. They will be approved to the Annual General Meeting of Shareholders on presentation of a confirmation of their depositary (blocking certificate).

The Board of Directors.

Référence de publication: 2011001264/755/25.

IGNI, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 12, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 60.894.

Les actionnaires de la Société sont priés de bien vouloir assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le lundi 31 janvier 2011 à 11.00 heures au siège social de la Société, pour délibérer et voter sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport du Conseil d'Administration
2. Rapport du Réviseur d'Entreprises
3. Examen et approbation des comptes annuels au 30.09.2010
4. Décharge à donner aux Administrateurs
5. Affectation du résultat
6. Nominations statutaires
7. Divers

Les actionnaires sont informés que l'Assemblée Générale Ordinaire n'a pas besoin de quorum pour délibérer valablement. Les résolutions, pour être valables, devront réunir la majorité simple des voix des actionnaires présents ou représentés.

Pour pouvoir assister à l'Assemblée, les propriétaires d'actions au porteur sont priés de déposer leurs actions au siège social de la Société cinq jours francs avant la date fixée pour l'Assemblée.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2011001266/755/24.

Vulcain S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1628 Luxembourg, 7A, rue des Glacis.

R.C.S. Luxembourg B 133.615.

Nous avons l'honneur de vous informer que vous êtes convoqués, le 21 janvier 2011, à onze heures, au siège social, en

ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

tenue extraordinairement, à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

Ordre du jour:

- Lecture des rapport du Conseil d'Administration et, du Commissaire aux Comptes sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2009, approbation desdits comptes, décharge aux administrateurs et au Commissaire aux Comptes,
- affectation du résultat
- Examen de la situation des mandats
- Questions diverses

A l'issue de cette assemblée se tiendra une Assemblée Générale Extraordinaire, à l'effet de se prononcer sur la dissolution ou non de la société conformément aux dispositions de l'article 100 de la loi du 10 août 1915 modifiée.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2010174907/1161/20.

Sorokina S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.
R.C.S. Luxembourg B 55.651.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer Messieurs les actionnaires par le présent avis, à
l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE,
qui aura lieu le 12 janvier 2011 à 17.15 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation du bilan et du compte de profits et pertes au 30 septembre 2010, et affectation du résultat.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes pour l'exercice de leur mandat au 30 septembre 2010.
4. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2010170234/1023/16.

**CVM SPF S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial,
(anc. CVMSA.)**

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 60.388.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à
l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE
qui aura lieu le 13 janvier 2011 à 10:00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 août 2010
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire
4. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2010170836/795/16.

LuxiPrivilège, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 49, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 46.388.

Les actionnaires sont invités à assister à
l'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE
qui se tiendra le 20 janvier 2011 à 14.00 heures au 49, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, pour délibérer sur
l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Modification des articles 3, 29 et 36 des statuts pour remplacer la référence à la loi du 30 mars 1988 par la référence à la loi du 20 décembre 2002.
2. Modification de l'article 7 des statuts pour mise en concordance avec la Loi du 20 décembre 2002.
3. Ajout du paragraphe suivant à l'article 18 des statuts:
"Le conseil d'administration peut déléguer ses pouvoirs relatifs à la gestion journalière des affaires de la Société à deux ou plusieurs personnes physiques ou une ou plusieurs personnes morales qui ne doivent pas nécessairement être administrateurs."
4. Modification de l'article 24 des statuts pour mise en concordance avec la Loi du 20 décembre 2002.
5. Modification de l'article 25 des statuts par la suppression du dernier paragraphe faisant référence à LuxiPrivilège Conseil: 'Le terme intérêt personnel tel qu'il est utilisé dans la phrase précédente, ne s'appliquera pas aux relations ou aux intérêts, positions ou transactions qui pourront exister de quelque manière en rapport avec LuxiPrivilège Conseil S.A. ou d'autres sociétés ou entités qui seront déterminées souverainement de temps à autre par le conseil d'administration' pour le remplacer par le paragraphe suivant:

Le terme intérêt personnel tel qu'il est utilisé dans la phrase précédente, ne s'appliquera pas aux relations ou aux intérêts, positions ou transactions qui pourront exister de quelque manière en rapport avec toutes sociétés ou entités qui seront déterminées souverainement de temps à autre par le conseil d'administration.

6. Modification de l'intitulé de l'article 28 des statuts en "Société de gestion et banque dépositaire" et suppression de toute référence à la Convention de Conseil conclue avec Luxiprivilège Conseil S.A. par la suppression des paragraphes suivants: 'La société a conclu une convention de Conseil avec Luxiprivilège Conseil S.A. afin de se faire conseiller et assister quant à son portefeuille.

En rémunération de ses services, le Conseiller en Investissement perçoit à la fin de chaque trimestre une commission au taux annuel, basée sur la valeur des actifs nets moyens de chaque compartiment au cours du trimestre en question.

Le taux de cette commission est limitée à un maximum de 2% par an des actifs nets.'

Ajout du paragraphe suivant:

La société peut conclure un contrat de services de gestion avec une société de gestion dûment autorisée par la loi (la société de gestion) en vertu duquel elle désigne une société de gestion destinée à lui fournir des services de gestion en investissement, d'administration et de commercialisation.

7. Divers.

Une première assemblée générale extraordinaire ayant eu le même ordre du jour s'est réunie le 13 décembre 2010 mais n'a pu délibérer valablement faute de quorum de présence suffisant. La présente assemblée décidera quelque soit la portion du capital représentée et les décisions seront adoptées à la majorité des deux tiers des voix des actionnaires présents ou représentés.

Les actionnaires désirant assister à cette assemblée doivent déposer leurs actions cinq jours francs avant l'assemblée générale auprès de:

State Street Bank Luxembourg S.A.
49 Avenue J-F Kennedy,
L-1855 Luxembourg

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2010166633/755/50.

Comgest Panda, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 5, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 58.116.

The Board of Directors of COMGEST PANDA is hereby pleased to invite you to attend the

ANNUAL GENERAL MEETING

that will be held on *January 17, 2011* at 11:00 a.m. at the Registered Office of the Company for the purpose of considering and voting upon the following agenda:

Agenda:

1. Presentation of the reports of the Managers and of the Independent Auditor.
2. Approval of the financial statements as at September 30, 2010.
3. Allocation of results.
4. Discharge to the Directors in respect of the carrying out of their duties during the financial year ended on September 30, 2010.
5. Statutory elections.
6. Miscellaneous.

The Shareholders are aware that no quorum is needed for the meeting to pass a valid resolution. Resolutions will be passed by a simple majority of the Shareholders present or represented.

Shareholders have to inform the Board of Directors of the Company by mail of their intention to attend the Meeting at least five business days prior to the date of the Meeting.

Shareholders who cannot attend the Meeting in person are invited to send a duly completed, dated and signed proxy form no later than five business days prior to the date of the Meeting to Ms. Laetitia Boeuf, CACEIS Bank Luxembourg, at 5 allée Scheffer, L-2520 Luxembourg (fax: 00352.47.67.84.07).

Proxy forms can be obtained from the Registered Office of the Company.

In order to allow CACEIS Bank Luxembourg (CACEIS BL), in its capacity as registrar and transfer agent and domiciliary agent of the Company, to ensure correlation between the proxies received and the Company's register of shareholders, shareholders taking part in the Meeting represented by proxy are requested to return the latter with a copy of their ID Card / passport in force or an updated list of the authorised signatures, in the case shareholder(s) act on behalf of a corporation. Lack of compliance with this requirement will render impossible the shareholder(s)'s identification, CACEIS

BL being thus instructed by the Board of Directors of the Company to not take into consideration the relevant proxy for the purpose of the Meeting.

The annual report as at September 30, 2010 can be obtained from the Registered Office of the Company.

The Board of Directors.

Référence de publication: 2010168159/755/35.

IPC - Capital Strategy VIII, Fonds Commun de Placement.

Le règlement de gestion de IPC-Capital Strategy VIII coordonné au 15 novembre 2010 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 novembre 2010.

IPConcept Fund Management S.A.

Signatures

Référence de publication: 2010159963/11.

(100184148) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 décembre 2010.

IPC - W.P. Vermögensfonds, Fonds Commun de Placement.

Le règlement de gestion de IPC-W.P. Vermögensfonds coordonné au 25 novembre 2010 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 1^{er} Décembre 2010.

IPConcept Fund Management S.A.

Signatures

Référence de publication: 2010164318/11.

(100189879) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 décembre 2010.

BZ Equity Fund, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1445 Strassen, 4, rue Thomas Edison.

R.C.S. Luxembourg B 157.402.

STATUTEN

Im Jahre zweitausendundzehn, am dreizehnten Dezember.

Vor dem unterzeichneten Notar Henri HELLINCKX, mit dem Amtssitz in Luxemburg.

Ist erschienen:

BZ Bank Aktiengesellschaft, mit Sitz in Ch-8832 Wilen, Eggirain, 15,

hier vertreten durch Dr. Ralph Stadler, Mitglied der Geschäftsleitung, BZ Bank Aktiengesellschaft, wohnhaft in Altstadtstraße 9, CH-6045 Meggen, Schweiz, aufgrund einer Vollmacht, welche gegenwärtiger Urkunde als Anlage beigefügt bleibt.

Die Erschienene hat den Notar gebeten die Satzung einer Aktiengesellschaft als „société d'investissement à capital variable“, welche hiermit gegründet wird, wie folgt zu beurkunden:

Art. 1. Allgemeine Vorschriften.

§ 1 Name der Investmentgesellschaft

I. Zwischen den erschienen Parteien und allen, die Eigentümer von später ausgegebenen Aktien werden, wird eine Investmentgesellschaft in Form einer Aktiengesellschaft als „Société d'investissement à capital variable“, unter dem Namen BZ Equity Fund („Investmentgesellschaft“) gegründet.

II. Die Investmentgesellschaft ist eine Umbrella-Konstruktion, die mehrere Teilfonds („Teilfonds“) umfassen kann.

§ 2 Sitz der Investmentgesellschaft

I. Gesellschaftssitz ist Luxemburg-Strassen, Großherzogtum Luxemburg.

II. Durch einfachen Beschluss des Verwaltungsrates können Niederlassungen und Repräsentanzen in einem anderen Ort des Großherzogtums sowie im Ausland gegründet werden.

III. Sollten außergewöhnliche Ereignisse politischer, wirtschaftlicher oder sozialer Art eintreten oder bevorstehen, welche geeignet wären, die normale Geschäftsabwicklung am Gesellschaftssitz oder den reibungslosen Verkehr zwischen diesem Sitz und dem Ausland zu beeinträchtigen, so kann der Gesellschaftssitz vorübergehend, bis zur endgültigen Wie-

derherstellung normaler Verhältnisse, ins Ausland verlegt werden, und zwar unter Beibehaltung der luxemburgischen Staatszugehörigkeit.

§ 3 Zweck der Investmentgesellschaft

I. Ausschließlicher Zweck der Investmentgesellschaft ist die Anlage in zulässigen Vermögenswerten nach dem Grundsatz der Risikostreuung gemäß Teil I des Gesetzes vom 20. Dezember 2002 über Organismen für gemeinsame Anlagen („Gesetz vom 20. Dezember 2002“) mit dem Ziel einer angemessenen Wertentwicklung zugunsten der Aktionäre durch Festlegung einer bestimmten Anlagepolitik.

II. Die Gesellschaft kann alle anderen Maßnahmen ergreifen und Handlungen vornehmen, die ihrem Gesellschaftszweck dienen oder nützlich sind unter Berücksichtigung der im Gesetz vom 20. Dezember 2002 über Organismen für gemeinsame Anlagen einschließlich der Änderungsgesetze („das Gesetz von 2002“) und im Gesetz von 1915 über Handelsgesellschaften einschließlich der Änderungsgesetze („Gesetz von 1915“) festgelegten Beschränkungen.

§ 4 Dauer der Investmentgesellschaft

Die Investmentgesellschaft ist für eine unbestimmte Dauer gegründet. Die Investmentgesellschaft kann aufgrund eines Beschlusses der Generalversammlung der Aktionäre aufgelöst werden. Hierzu ist die gleiche Mehrheit erforderlich wie bei der Abstimmung über Satzungsänderungen.

Art. 2. Allgemeine Anlagegrundsätze und -beschränkungen.

§ 5 Ziel der Anlagepolitik

I. Ziel der Anlagepolitik der einzelnen Teilfonds ist das Erreichen einer angemessenen Wertentwicklung.

II. Die teilfondsspezifische Anlagepolitik wird für den jeweiligen Teilfonds in dem betreffenden Anhang zum Verkaufsprospekt beschrieben.

III. Für den jeweiligen Teilfonds dürfen nur solche Vermögenswerte erworben und verkauft werden, deren Preis den Bewertungskriterien von Artikel 3 § 9 IV dieser Satzung entspricht.

IV. Die folgenden allgemeinen Anlagegrundsätze und -beschränkungen gelten für sämtliche Teilfonds, sofern keine Abweichungen oder Ergänzungen für den jeweiligen Teilfonds in dem betreffenden Anhang zum Verkaufsprospekt enthalten sind.

§ 6 Allgemeine Anlagegrundsätze und -beschränkungen

Das jeweilige Teilfondsvermögen wird unter Beachtung des Grundsatzes der Risikostreuung im Sinne der Regeln von Teil I des Gesetzes vom 20. Dezember 2002 und nach den in diesem Artikel nachfolgend beschriebenen anlagepolitischen Grundsätzen und innerhalb der Anlagebeschränkungen angelegt.

1. Definitionen:

a) „geregelter Markt“

Bei einem geregelten Markt handelt es sich um einen Markt für Finanzinstrumente im Sinne von Artikel 4 Nr. 14 der Richtlinie 2004/39/EG des Europäischen Parlamentes und des Rates vom 21. April 2004 über Märkte für Finanzinstrumente, zur Änderung der Richtlinien 85/611/EWG und 93/6/EWG des Rates und der Richtlinie 2000/12/EG des Europäischen Parlamentes und des Rates zur Aufhebung der Richtlinie 93/22/EWG.

b) „Wertpapiere“

Als Wertpapiere gelten:

- Aktien und andere, Aktien gleichwertige Papiere („Aktien“),
- Schuldverschreibungen und andere verbrieftete Schuldtitel („Schuldtitel“),
- alle anderen marktfähigen Wertpapiere, die zum Erwerb von Wertpapieren im Sinne der Richtlinie 2004/39/EG durch Zeichnung oder Austausch berechtigen.

Ausgenommen sind die in Artikel 42 des Gesetzes vom 20. Dezember 2002 genannten Techniken und Instrumente.

c) „Geldmarktinstrumente“

Als „Geldmarktinstrumente“ werden Instrumente bezeichnet, die üblicherweise auf dem Geldmarkt gehandelt werden, liquide sind und deren Wert jederzeit genau bestimmt werden kann.

2. Es werden ausschließlich

a) Wertpapiere und Geldmarktinstrumente erworben, die an einem geregelten Markt zugelassen sind oder gehandelt werden;

b) Wertpapiere und Geldmarktinstrumente erworben, die an einem anderen geregelten Markt in einem Mitgliedstaat der Europäischen Union („Mitgliedstaat“), der anerkannt, für das Publikum offen und dessen Funktionsweise ordnungsgemäß ist, gehandelt werden;

c) Wertpapiere und Geldmarktinstrumente erworben, die an einer Wertpapierbörse eines Drittstaates amtlich notiert sind oder an einem anderen geregelten Markt eines Drittstaates, der anerkannt, für das Publikum offen und dessen Funktionsweise ordnungsgemäß ist, gehandelt werden;

d) Wertpapiere und Geldmarktinstrumente aus Neuemissionen erworben, sofern die Emissionsbedingungen die Verpflichtung enthalten, dass die Zulassung zur amtlichen Notierung an einer Wertpapierbörse oder auf einem anderen

geregelt Markt, der anerkannt, für das Publikum offen und dessen Funktionsweise ordnungsgemäß ist, beantragt wird und die Zulassung spätestens vor Ablauf eines Jahres nach der Emission erlangt wird.

Die unter Nr. 2 Buchstaben c) und d) genannten Wertpapiere und Geldmarktinstrumente werden innerhalb von Nordamerika, Südamerika, Australien (einschließlich Ozeanien), Afrika, Asien und/oder Europa amtlich notiert oder gehandelt.

Als Wertpapiere gelten Wertpapiere im Sinne von Artikel 1 Ziffer 26 und Artikel 41 des Gesetzes vom 20. Dezember 2002. Insbesondere gelten Anteile an geschlossenen Organismen für gemeinsame Anlagen, welche die in Artikel 2 Absatz 2 Buchstabe a und b der Richtlinie 2007/16/EG beziehungsweise Artikel 2 der dieser Richtlinie in Luxemburger Recht umsetzenden Großherzoglichen Verordnung vom 8. Februar 2008 genannten Voraussetzungen erfüllen, als Wertpapiere im Sinne der vorgenannten Definition.

e) Anteile an Organismen für gemeinsame Anlagen in Wertpapieren („OGAW“) erworben, die entsprechend der Richtlinie 85/611/EWG zugelassen wurden und/oder andere Organismen für gemeinsame Anlagen („OGA“) im Sinne des ersten und zweiten Gedankenstrichs von Artikel 1 Absatz 2 der Richtlinie 85/611/EWG gleichgültig, ob diese ihren Sitz in einem Mitgliedstaat oder einem Drittstaat unterhalten, sofern

- diese OGA entsprechend solchen Rechtsvorschriften zugelassen wurden, die sie einer Aufsicht unterstellen, welche nach Auffassung der Luxemburger Aufsichtsbehörde derjenigen nach dem Gemeinschaftsrecht gleichwertig ist, und ausreichende Gewähr für die Zusammenarbeit zwischen den Behörden besteht (derzeit die Vereinigten Staaten von Amerika, Kanada, die Schweiz, Hongkong, Japan, Norwegen und Liechtenstein);

- das Schutzniveau der Anleger dieser OGA dem Schutzniveau der Anleger eines OGAW gleichwertig und insbesondere die Vorschriften über die getrennte Verwahrung der Vermögenswerte, die Kreditaufnahme, die Kreditgewährung und die Leerverkäufe von Wertpapieren und Geldmarktinstrumenten den Anforderungen der Richtlinie 85/611/EWG gleichwertig sind;

- die Geschäftstätigkeit der OGA Gegenstand von Halbjahres- und Jahresberichten ist, die es erlauben, sich ein Urteil über das Vermögen und die Verbindlichkeiten, die Erträge und die Transaktionen im Berichtszeitraum zu bilden;

- der OGAW oder andere OGA, dessen Anteile erworben werden sollen, nach seinen Vertragsbedingungen bzw. seiner Satzung insgesamt höchstens 10% seines Vermögens in Anteilen anderer OGAW oder OGA anlegen darf.

f) Sichteinlagen oder kündbare Einlagen mit einer Laufzeit von höchstens 12 Monaten bei Kreditinstituten getätigt, sofern das betreffende Kreditinstitut seinen Sitz in einem Mitgliedstaat der EU, einem OECD- und einem FATF-Mitgliedstaat hat oder, falls der Sitz des Kreditinstituts in einem Drittstaat liegt, es Aufsichtsbestimmungen unterliegt, die nach Auffassung der Luxemburger Aufsichtsbehörde denen des Gemeinschaftsrechts gleichwertig sind.

g) abgeleitete Finanzinstrumente („Derivate“), einschließlich gleichwertiger bar abgerechneter Instrumente, erworben, die an einem der unter den Absätzen a), b) oder c) bezeichneten geregelten Märkte gehandelt werden, und/oder abgeleitete Finanzinstrumente, die nicht an einer Börse gehandelt werden („OTC-Derivate“), sofern

- es sich bei den Basiswerten um Instrumente im Sinne von Artikel 41 Absatz 1 des Gesetzes vom 20. Dezember 2002 oder um Finanzindizes, Zinssätze, Wechselkurse oder Währungen handelt, in die der Fonds gemäß den in dieser Satzung genannten Anlagezielen investieren darf;

- die Gegenparteien bei Geschäften mit OTC-Derivaten einer Aufsicht unterliegende, erstklassige Institute der Kategorien sind, die von der Luxemburger Aufsichtsbehörde zugelassen sind und die auf diese Geschäftsart spezialisiert sind;

- und die OTC-Derivate einer zuverlässigen und überprüfbaren Bewertung auf Tagesbasis unterliegen und jederzeit auf Initiative des Fonds zum angemessenen Zeitwert veräußert, liquidiert oder durch ein Geschäft glattgestellt werden können;

h) Geldmarktinstrumente erworben, die nicht auf einem geregelten Markt gehandelt werden und die unter die Definition von Artikel 1 des Gesetzes vom 20. Dezember 2002 fallen, sofern die Emission oder der Emittent dieser Instrumente bereits Vorschriften über den Einlagen- und den Anlegerschutz unterliegt, und vorausgesetzt, sie werden

- von einer zentralstaatlichen, regionalen oder lokalen Körperschaft oder der Zentralbank eines Mitgliedstaates, der Europäischen Zentralbank, der Europäischen Union oder der Europäischen Investitionsbank, einem Drittstaat oder, sofern dieser ein Bundesstaat ist, einem Gliedstaat der Föderation oder von einer internationalen Einrichtung öffentlichen Charakters, der mindestens ein Mitgliedstaat angehört, begeben oder garantiert, oder

- von einem Unternehmen begeben, dessen Wertpapiere auf den unter den Buchstaben a), b) oder c) dieses Artikels bezeichneten geregelten Märkten gehandelt werden, oder

- von einem Institut, das gemäß den im Gemeinschaftsrecht festgelegten Kriterien einer Aufsicht unterstellt ist, oder einem Institut, das Aufsichtsbestimmungen, die nach Auffassung der Luxemburger Aufsichtsbehörde mindestens so streng sind wie die des Gemeinschaftsrechts, unterliegt und diese einhält, begeben oder garantiert, oder

- von anderen Emittenten begeben, die einer Kategorie angehören, die von der Luxemburger Aufsichtsbehörde zugelassen wurde, sofern für Anlagen in diesen Instrumenten Vorschriften für den Anlegerschutz gelten, die denen des ersten, des zweiten oder des dritten Gedankenstrichs gleichwertig sind und sofern es sich bei dem Emittenten entweder um ein Unternehmen mit einem Eigenkapital von mindestens 10 Mio. Euro, das seinen Jahresabschluss nach den Vorschriften der Richtlinie 78/660/EWG erstellt und veröffentlicht, oder um einen Rechtsträger, der innerhalb einer eine oder mehrere börsennotierte Gesellschaften umfassenden Unternehmensgruppe für die Finanzierung dieser Gruppe zuständig

ist, oder um einen Rechtsträger handelt, der die wertpapiermäßige Unterlegung von Verbindlichkeiten durch Nutzung einer von einer Bank eingeräumten Kreditlinie finanzieren soll.

3. Wobei jedoch bis zu 10% des jeweiligen Netto-Teilfondsvermögens in andere als die unter Nr. 2 dieses Artikels genannten Wertpapiere und Geldmarktinstrumente angelegt werden dürfen.

4. Techniken und Instrumente

a) Das jeweilige Netto-Teilfondsvermögen darf im Rahmen der Bedingungen und Einschränkungen, wie sie von der Luxemburger Aufsichtsbehörde vorgegeben werden, Techniken und Instrumente, die Wertpapiere und Geldmarktinstrumente zum Gegenstand haben, verwenden, sofern diese Verwendung im Hinblick auf eine effiziente Verwaltung des jeweiligen Teilfondsvermögens erfolgt. Beziehen sich diese Transaktionen auf die Verwendung von Derivaten, so müssen die Bedingungen und Grenzen mit den Bestimmungen des Gesetzes vom 20. Dezember 2002 übereinstimmen.

Darüber hinaus ist es dem Fonds nicht gestattet, bei der Verwendung von Techniken und Instrumenten von seinen im ausführlichen Verkaufsprospekt festgelegten Anlagezielen abzuweichen.

b) Die Investmentgesellschaft hat sicherzustellen, dass das mit Derivaten verbundene Gesamtrisiko den Gesamtnetwert ihrer Portfolios nicht überschreitet. Das Gesamtrisiko des Fonds kann sich folglich durch Inanspruchnahme derivativer Finanzinstrumente maximal verdoppeln und ist somit auf 200% begrenzt. Die Investmentgesellschaft verwendet ein Risikomanagement-Verfahren gemäß dem Rundschreiben 07/308 der CSSF, welches es ihr erlaubt, das mit den Anlagepositionen verbundene Risiko sowie ihren jeweiligen Anteil am Gesamtrisikoprofil des Anlageportfolios jederzeit zu überwachen und zu messen. Der Fonds darf als Teil seiner Anlagepolitik und im Rahmen der Grenzen von Artikel 43 Absatz 5 des Gesetzes vom 20. Dezember 2002 Anlagen in Derivate tätigen, sofern das Gesamtrisiko der Basiswerte die Anlagegrenzen von Artikel 43 des Gesetzes vom 20. Dezember 2002 nicht überschreitet. Investiert der Fonds in indexbasierte Derivate, so werden diese Anlagen bei den Anlagegrenzen von Artikel 43 des Gesetzes vom 20. Dezember 2002 nicht berücksichtigt. Wenn ein Derivat in ein Wertpapier oder ein Geldmarktinstrument eingebettet ist, muss es hinsichtlich der Einhaltung der Vorschriften von Artikel 42 des Gesetzes vom 20. Dezember 2002 mitberücksichtigt werden.

c) Wertpapierleihe

Im Rahmen eines standardisierten Wertpapierleihsystems oder eines Standardrahmenvertrages können Wertpapiere im Wert von bis zu 50% des Wertes des jeweiligen Wertpapierbestandes auf höchstens 30 Tage verliehen werden. Voraussetzung ist, dass dieses Wertpapierleihsystem durch einen anerkannten Abrechnungsorganismus oder durch ein erstklassiges auf solche Geschäfte spezialisiertes Finanzinstitut organisiert ist. Die Wertpapierleihe kann mehr als 50% des Wertes des Wertpapierbestandes in einem Fondsvermögen erfassen und 30 Tage überschreiten, sofern dem jeweiligen Fonds das Recht eingeräumt ist, den Wertpapierleihvertrag jederzeit zu kündigen und die verliehenen Wertpapiere zurückzuverlangen.

Im Rahmen des Wertpapierdarlehens muss der Fonds grundsätzlich eine Garantie erhalten, deren Gegenwert während der gesamten Laufzeit mindestens 90% des gesamten Marktwertes (einschließlich Zinsen, Dividenden und sonstiger etwaiger Ansprüche) der verliehenen Titel entspricht und täglich neu bewertet wird. Sollte der aktuelle Gegenwert der Garantie während der Dauer der Leihe unter 90% des gesamten Marktwertes der verliehenen Wertpapiere fallen, werden die entsprechenden Sicherheiten bestellt und sind vom Kontrahenten nachzuliefern. Die Garantie kann bestehen in flüssigen Mitteln, in Aktien von erstklassigen Emittenten, die an einer Börse in einem Mitgliedstaat der Europäischen Union oder in einem anderen Vertragsstaat des Abkommens über den Europäischen Wirtschaftsraum zum amtlichen Handel zugelassen sind, oder in Wertpapieren, die durch Mitgliedstaaten der OECD, deren Gebietskörperschaften oder Organismen gemeinschaftsrechtlichen, regionalen oder weltweiten Charakters begeben oder garantiert und zugunsten des jeweiligen Teilfonds während der Laufzeit des Wertpapierleihvertrages gesperrt werden. Der Teilfonds darf die ihm als Sicherheit zur Verfügung gestellten Wertpapiere nicht verwenden.

Das Kontrahentenrisiko, das ein Teilfonds eingeht, wenn er mit ein und derselben Gegenpartei Wertpapierleihgeschäfte tätigt, darf 10% seines Vermögens nicht überschreiten, wenn es sich bei der Gegenpartei um eines der in Artikel 41 Absatz (1) Buchstabe f) des Gesetzes vom 20. Dezember 2002 genannten Finanzinstitute handelt. In allen anderen Fällen liegt die Grenze bei 5% seines Vermögens.

Wertpapiere, die vom Wertpapierdarlehensnehmer selbst oder von einem Unternehmen, das zu der gleichen Unternehmensgruppe gehört, ausgestellt sind, sind als Sicherheit unzulässig.

Einer Garantie bedarf es nicht, sofern die Wertpapierleihe im Rahmen von Clearstream Banking S.A., der Clearstream Banking Aktiengesellschaft, EUROCLEAR oder einem sonstigen anerkannten Abrechnungsorganismus stattfindet, der selbst zu Gunsten des Verleihers der verliehenen Wertpapiere mittels einer Garantie oder auf andere Weise Sicherheit leistet. Die Erträge aus Wertpapierleihgeschäften werden nach Abzug der damit verbundenen Kosten zum überwiegenden Teil dem Fondsvermögen gutgeschrieben.

1. Pensionsgeschäfte

Die Verwaltungsgesellschaft kann sich für den jeweiligen Teilfonds an Pensionsgeschäften beteiligen, die in Käufen und Verkäufen von Wertpapieren bestehen, bei denen die Vereinbarungen dem Käufer das Recht oder die Pflicht einräumen, die verkauften Wertpapiere vom Erwerber zu einem Preis und innerhalb einer Frist zurückzukaufen, die zwischen den beiden Parteien bei Vertragsabschluss vereinbart wurde.

Die Verwaltungsgesellschaft kann bei Pensionsgeschäften entweder als Käufer oder als Verkäufer auftreten. Eine Beteiligung an solchen Geschäften unterliegt jedoch folgenden Richtlinien:

a) Wertpapiere über ein Pensionsgeschäft dürfen nur gekauft oder verkauft werden, wenn es sich bei der Gegenpartei um ein Finanzinstitut erster Ordnung handelt, das sich auf diese Art von Geschäften spezialisiert hat.

b) Während der Laufzeit eines Pensionsgeschäfts dürfen die vertragsgegenständlichen Wertpapiere vor Ausübung des Rechts auf den Rückkauf dieser Wertpapiere oder vor Ablauf der Rückkauffrist nicht veräußert werden.

Es muss zusätzlich sichergestellt werden, dass der Umfang der Verpflichtungen bei Pensionsgeschäften so gestaltet ist, dass die Verwaltungsgesellschaft für den betreffenden Teilfonds ihren Verpflichtungen zur Rücknahme von Anteilen jederzeit nachkommen kann.

Die Verwaltungsgesellschaft kann geeignete Dispositionen treffen und mit Einverständnis der Depotbank weitere Anlagebeschränkungen aufnehmen, die erforderlich sind, um den Bedingungen in jenen Ländern zu entsprechen, in denen Anteile vertrieben werden sollen.

2. Risikostreuung

a) Es dürfen maximal 10% des jeweiligen Netto-Teilfondsvermögens in Wertpapieren oder Geldmarktinstrumenten ein und desselben Emittenten angelegt werden. Der Teilfonds darf nicht mehr als 20% seines Vermögens in Einlagen bei ein und derselben Einrichtung anlegen.

Das Ausfallrisiko bei Geschäften des Fonds mit OTC-Derivaten darf folgende Sätze nicht überschreiten:

- 10% des Netto-Teilfondsvermögens, wenn die Gegenpartei ein Kreditinstitut im Sinne von Artikel 41 Absatz 1 Buchstabe f) des Gesetzes vom 20. Dezember 2002 ist, und

- 5% des Netto-Teilfondsvermögens in allen anderen Fällen.

b) Der Gesamtwert der Wertpapiere und Geldmarktinstrumente von Emittenten, in deren Wertpapieren und Geldmarktinstrumente die Verwaltungsgesellschaft mehr als 5% des jeweiligen Netto-Teilfondsvermögens angelegt hat, darf 40% des betreffenden Netto-Teilfondsvermögens nicht übersteigen. Diese Begrenzung findet keine Anwendung auf Einlagen und auf Geschäfte mit OTC-Derivaten, die mit Finanzinstituten getätigt werden, welche einer Aufsicht unterliegen.

Ungeachtet der einzelnen in Buchstabe a) genannten Obergrenzen darf die Verwaltungsgesellschaft bei ein und derselben Einrichtung höchstens 20% des jeweiligen Teilfondsvermögens in einer Kombination aus

- von dieser Einrichtung begebenen Wertpapieren oder Geldmarktinstrumenten und/oder

- Einlagen bei dieser Einrichtung und/oder

- von dieser Einrichtung erworbenen OTC-Derivaten

investieren.

c) Die unter Nr. 6 Buchstabe a) Satz 1 dieses Artikels genannte Anlagegrenze von 10% des Netto-Teilfondsvermögens erhöht sich in den Fällen auf 35% des jeweiligen Netto-Teilfondsvermögens, in denen die zu erwerbenden Wertpapiere oder Geldmarktinstrumente von einem Mitgliedstaat, seinen Gebietskörperschaften, einem Drittstaat oder anderen internationalen Organismen öffentlich-rechtlichen Charakters, denen ein oder mehrere Mitgliedstaaten angehören, begeben oder garantiert werden.

d) Die unter Nr. 6 Buchstabe a) Satz 1 dieses Artikels genannte Anlagegrenze von 10% des Netto-Teilfondsvermögens erhöht sich in den Fällen auf 25% des jeweiligen Netto-Teilfondsvermögens, in denen die zu erwerbenden Schuldverschreibungen von einem Kreditinstitut ausgegeben werden, das seinen Sitz in einem EU-Mitgliedstaat hat und kraft Gesetzes einer besonderen öffentlichen Aufsicht unterliegt, durch die die Inhaber dieser Schuldverschreibungen geschützt werden sollen. Insbesondere müssen die Erlöse aus der Emission dieser Schuldverschreibungen nach dem Gesetz in Vermögenswerten angelegt werden, die während der gesamten Laufzeit der Schuldverschreibungen in ausreichendem Maße die sich daraus ergebenden Verpflichtungen abdecken und die mittels eines vorrangigen Sicherungsrechts im Falle der Nichterfüllung durch den Emittenten für die Rückzahlung des Kapitals und die Zahlung der laufenden Zinsen zur Verfügung stehen. Sollten mehr als 5% des jeweiligen Netto-Teilfondsvermögens in von solchen Emittenten ausgegebenen Schuldverschreibungen angelegt werden, darf der Gesamtwert der Anlagen in solchen Schuldverschreibungen 80% des betreffenden Netto-Teilfondsvermögens nicht überschreiten.

e) Die unter Nr. 6 Buchstabe b) Satz 1 dieses Artikels genannte Beschränkung des Gesamtwertes auf 40% des betreffenden Netto-Teilfondsvermögens findet in den Fällen der Buchstaben c) und d) keine Anwendung.

f) Die unter Nr. 6 Buchstaben a) bis d) dieses Artikels beschriebenen Anlagegrenzen von 10%, 35% bzw. 25% des jeweiligen Netto-Teilfondsvermögens dürfen nicht kumulativ betrachtet werden, sondern es dürfen insgesamt nur maximal 35% des Netto-Teilfondsvermögens in Wertpapieren und Geldmarktinstrumenten ein und derselben Einrichtung oder in Einlagen oder Derivate bei derselben angelegt werden.

Gesellschaften, die im Hinblick auf die Erstellung des konsolidierten Abschlusses im Sinne der Richtlinie 83/349/EWG des Rates vom 13. Juni 1983 aufgrund von Artikel 54 Absatz 3 Buchstabe g) des Vertrages über den konsolidierten Abschluss (ABl. L 193 vom 18. Juli 1983, S.1) oder nach den anerkannten internationalen Rechnungslegungsvorschriften derselben Unternehmensgruppe angehören, sind bei der Berechnung der in dieser Nr. 6 Buchstaben a) bis f) dieses Artikels vorgesehenen Anlagegrenzen als eine einzige Einrichtung anzusehen.

Der jeweilige Teilfonds darf 20% seines Netto-Teilfondsvermögens in Wertpapiere und Geldmarktinstrumente ein und derselben Unternehmensgruppe investieren.

g) Unbeschadet der in Artikel 48 des Gesetzes vom 20. Dezember 2002 festgelegten Anlagegrenzen kann die Verwaltungsgesellschaft für den jeweiligen Teilfonds bis zu 20% seines Netto-Teilfondsvermögens in Aktien und Schuldtitel ein und derselben Einrichtung investieren, wenn die Nachbildung eines von der Luxemburger Aufsichtsbehörde anerkannten Aktien- oder Schuldtitelindex das Ziel der Anlagepolitik des jeweiligen Teilfonds ist. Voraussetzung hierfür ist jedoch, dass:

- die Zusammensetzung des Index hinreichend diversifiziert ist;
- der Index eine adäquate Bezugsgrundlage für den Markt darstellt, auf den er sich bezieht, und
- der Index in angemessener Weise veröffentlicht wird.

Die vorgenannte Anlagegrenze erhöht sich auf 35% des jeweiligen Netto-Teilfondsvermögens in den Fällen, in denen es aufgrund außergewöhnlicher Marktverhältnisse gerechtfertigt ist, insbesondere auf geregelten Märkten, auf denen bestimmte Wertpapiere oder Geldmarktinstrumente stark dominieren. Diese Anlagegrenze gilt nur für die Anlage bei einem einzigen Emittenten.

Ob die Verwaltungsgesellschaft von dieser Möglichkeit Gebrauch macht, findet für den jeweiligen Teilfonds in dem entsprechenden Anhang zum Verkaufsprospekt Erwähnung.

h) Unbeschadet des unter Artikel 43 des Gesetzes vom 20. Dezember 2002 Gesagten dürfen unter Wahrung des Grundsatzes der Risikostreuung bis zu 100% des jeweiligen Netto-Teilfondsvermögens in Wertpapieren und Geldmarktinstrumenten angelegt werden, die von einem EU-Mitgliedstaat, seinen Gebietskörperschaften, einem OECD-Mitgliedstaat oder von internationalen Organismen, denen ein oder mehrere EU-Mitgliedstaaten angehören, ausgegeben werden oder garantiert sind. In jedem Fall müssen die im jeweiligen Teilfondsvermögen enthaltenen Wertpapiere aus sechs verschiedenen Emissionen stammen, wobei der Wert der Wertpapiere, die aus ein und derselben Emission stammen, 30% des jeweiligen Netto-Teilfondsvermögens nicht überschreiten darf.

i) Es werden für die jeweiligen Teilfonds nicht mehr als 10% des jeweiligen Netto-Teilfondsvermögens in OGAW oder OGA im Sinne der Ziffer 2, Buchstabe e) dieses Artikels angelegt, es sei denn, der teilfondsspezifische Anhang zu dem Verkaufsprospekt sieht für den jeweiligen Teilfonds etwas anderes vor. Insofern die Anlagepolitik des jeweiligen Teilfonds eine Anlage zu mehr als 10% des jeweiligen Netto-Teilfondsvermögens in OGAW oder OGA im Sinne der Ziffer 2 Buchstabe e) dieses Artikels vorsieht, finden die nachfolgenden Buchstaben j) und k) Anwendung.

j) Für den jeweiligen Teilfonds dürfen nicht mehr als 20% des jeweiligen Netto-Teilfondsvermögens in Anteilen ein und desselben OGAW oder ein und desselben anderen OGA gemäß Artikel 41 Absatz 1 Buchstabe e) des Gesetzes vom 20. Dezember 2002 angelegt werden. Wobei im Sinne von Artikel 41 Absatz 1 Buchstabe e) des Gesetzes vom 20. Dezember 2002 jeder Teilfonds eines OGAW oder OGA mit mehreren Teilfonds, bei denen die Aktiva ausschließlich den Ansprüchen der Anleger dieses Teilfonds gegenüber den Gläubigern haften, deren Forderungen anlässlich der Gründung, der Laufzeit oder der Liquidation des Teilfonds entstanden sind, als eigenständiger OGAW oder OGA anzusehen ist.

k) Für den jeweiligen Teilfonds dürfen nicht mehr als 30% des Netto-Teilfondsvermögens in andere OGA angelegt werden. In diesen Fällen müssen die Anlagegrenzen von Artikel 43 des Gesetzes vom 20. Dezember 2002 hinsichtlich der Vermögenswerte der OGAW bzw. OGA, von denen Anteile erworben werden, nicht gewahrt sein.

l) Erwirbt ein OGAW Anteile anderer OGAW und/oder sonstiger anderer OGA, die unmittelbar oder aufgrund einer Übertragung von derselben Verwaltungsgesellschaft oder von einer Gesellschaft verwaltet werden, mit der die Verwaltungsgesellschaft durch eine gemeinsame Verwaltung oder Beherrschung oder eine wesentliche direkte oder indirekte Beteiligung von mehr als 10 Prozent des Kapitals oder der Stimmen verbunden ist, so darf die Verwaltungsgesellschaft oder die andere Gesellschaft für die Zeichnung oder die Rücknahme von Anteilen dieser anderen OGAW und/oder OGA durch den OGAW keine Gebühren berechnen (inkl. Ausgabeaufschlägen und Rücknahmeaufschlägen).

Generell kann es bei dem Erwerb von Anteilen an Zielfonds zur Erhebung einer Verwaltungsvergütung auf Ebene des Zielfonds kommen und es sind gegebenenfalls der jeweilige Ausgabeaufschlag bzw. eventuelle Rücknahmegebühren zu berücksichtigen. Der Fonds wird daher nicht in Zielfonds anlegen, die einer Verwaltungsvergütung von mehr als 3% unterliegen. Der Jahresbericht des Fonds wird betreffend den jeweiligen Teilfonds Informationen enthalten, wie hoch der Anteil der Verwaltungsvergütung maximal ist, welche der Teilfonds sowie die Zielfonds zu tragen haben.

m) Es ist der Verwaltungsgesellschaft nicht gestattet, die von ihr verwalteten OGAW nach Teil I des Gesetzes vom 20. Dezember 2002 dazu zu benutzen, eine Anzahl an mit Stimmrechten verbundenen Aktien zu erwerben, die es ihr ermöglichen, einen nennenswerten Einfluss auf die Geschäftsführung eines Emittenten auszuüben.

- n) Weiter darf die Verwaltungsgesellschaft für den Fonds
- bis zu 10% der stimmrechtslosen Aktien ein und desselben Emittenten,
 - bis zu 10% der ausgegebenen Schuldverschreibungen ein und desselben Emittenten,
 - nicht mehr als 25% der ausgegebenen Anteile ein und desselben OGAW und/oder OGA, sowie
 - nicht mehr als 10% der Geldmarktinstrumente ein und desselben Emittenten
- erwerben.

o) Die unter Nr. 6 Buchstaben m) und n) genannten Anlagegrenzen finden keine Anwendung, soweit es sich um

- Wertpapiere und Geldmarktinstrumente handelt, die von einem EU-Mitgliedstaat oder dessen Gebietskörperschaften oder von einem Drittstaat begeben oder garantiert werden;
- Wertpapiere und Geldmarktinstrumente handelt, die von einer internationalen Körperschaft öffentlich-rechtlichen Charakters begeben werden, der ein oder mehrere EU-Mitgliedstaaten angehören;
- Aktien handelt, die der jeweilige Teilfonds an dem Kapital einer Gesellschaft eines Drittstaates besitzt, die ihr Vermögen im wesentlichen in Wertpapieren von Emittenten anlegt, die in diesem Staat ansässig sind, wenn eine derartige Beteiligung für den jeweiligen Teilfonds aufgrund der Rechtsvorschriften dieses Staates die einzige Möglichkeit darstellt, Anlagen in Wertpapieren von Emittenten dieses Staates zu tätigen. Diese Ausnahmeregelung gilt jedoch nur unter der Voraussetzung, dass die Gesellschaft des Staates außerhalb der Europäischen Union in ihrer Anlagepolitik die in Artikel 43, 46 und 48 Absatz 1 und 2 des Gesetzes vom 20. Dezember 2002 festgelegten Grenzen beachtet. Bei der Überschreitung der in den Artikeln 43 und 46 des Gesetzes vom 20. Dezember 2002 genannten Grenzen findet Artikel 49 des Gesetzes vom 20. Dezember 2002 sinngemäß Anwendung.

3. Flüssige Mittel

Der jeweilige Teilfonds kann grundsätzlich flüssige Mittel in Form von Anlagekonten (Kontokorrentkonten) und Tagesgeld halten.

4. Kredite und Belastungsverbote

- a) Das jeweilige Teilfondsvermögen darf nicht verpfändet oder sonst belastet, zur Sicherung übereignet oder zur Sicherung abgetreten werden, es sei denn, es handelt sich um Kreditaufnahmen im Sinne des nachstehenden Buchstaben b) oder um Sicherheitsleistungen im Rahmen der Abwicklung von Geschäften mit Finanzinstrumenten.
- b) Kredite zu Lasten des jeweiligen Teilfondsvermögens dürfen nur kurzfristig und bis zu einer Höhe von 10% des jeweiligen Netto-Teilfondsvermögens aufgenommen werden. Ausgenommen hiervon ist der Erwerb von Fremdwährungen durch „Back-to-Back“- Darlehen.
- c) Zu Lasten des jeweiligen Teilfondsvermögens dürfen weder Kredite gewährt noch für Dritte Bürgschaftsverpflichtungen eingegangen werden, wobei dies dem Erwerb von noch nicht voll eingezahlten Wertpapieren, Geldmarktinstrumenten oder anderen Finanzinstrumenten gemäß Artikel 41 Absatz 1 Buchstaben e) , g) und h) des Gesetzes vom 20. Dezember 2002 nicht entgegensteht.

5. Weitere Anlagerichtlinien

- a) Wertpapierleerverkäufe sind nicht zulässig.
- b) Das jeweilige Teilfondsvermögen darf nicht in Immobilien, Edelmetallen oder Zertifikaten über solche Edelmetalle, Edelmetallkontrakten, Waren oder Warenkontrakten angelegt werden.
- c) Für den jeweiligen Teilfonds dürfen keine Verbindlichkeiten eingegangen werden, die zusammen mit den Krediten nach Nr. 8 Buchstabe b) dieses Artikels 10% des betreffenden Netto-Teilfondsvermögens überschreiten.

10. Die in diesem Artikel genannten Anlagebeschränkungen beziehen sich auf den Zeitpunkt des Erwerbs der Wertpapiere. Werden die Prozentsätze nachträglich durch Kursentwicklungen oder aus anderen Gründen als durch Zukäufe überschritten, so wird die Verwaltungsgesellschaft unverzüglich unter Berücksichtigung der Interessen der Anleger eine Rückführung in den vorgegebenen Rahmen anstreben.

Art. 3. Gesellschaftskapital und Aktien.

§ 7 Gesellschaftskapital

I. Das Gesellschaftskapital der Investmentgesellschaft entspricht zu jedem Zeitpunkt der Summe der Netto-Teilfondsvermögen aller Teilfonds der Investmentgesellschaft („Netto-Gesellschaftsvermögen“) gemäß Artikel 3 § 9 dieser Satzung und wird durch vollständig eingezahlte Aktien ohne Nennwert repräsentiert.

II. Das Anfangskapital der Investmentgesellschaft beträgt bei Gründung EUR 31.000,- (einunddreissigtausend Euro) , eingeteilt in 310 (dreihundertzehn) Aktien ohne Nennwert (Erstausgabepreis EUR 100,00 je Aktie) , welche voll eingezahlt sind.

III. Das Mindestkapital der Investmentgesellschaft entspricht gemäß Luxemburger Gesetz dem Gegenwert von 1.250.000 Euro (einer Million zweihundertfünfzigtausend Euro) und muss innerhalb eines Zeitraumes von sechs Monaten nach Zulassung der Investmentgesellschaft durch die Luxemburger Aufsichtsbehörde erreicht werden. Hierfür ist auf das Netto-Gesellschaftsvermögen abzustellen.

§ 8 Aktien

I. Aktien sind Aktien an dem jeweiligen Teilfonds. Sie werden durch Aktienzertifikate verbrieft. Die Aktienzertifikate werden in der durch die Investmentgesellschaft bestimmten Stückelung ausgegeben. Die Investmentgesellschaft kann die Verbriefung in Globalurkunden vorsehen.

II. Inhaberaktien werden bis auf drei Dezimalstellen ausgegeben.

III. Namensaktien werden bis auf drei Dezimalstellen ausgegeben. Namensaktien werden von der Register- und Transferstelle in das für die Investmentgesellschaft geführte Aktienregister eingetragen. In diesem Zusammenhang werden den Aktionären Bestätigungen betreffend die Eintragung in das Aktienregister an die im Aktienregister angegebene Adresse zugesandt.

IV. Ein Anspruch auf Auslieferung effektiver Stücke besteht weder bei der Ausgabe von Inhaberaktien noch bei der Ausgabe von Namensaktien. Die Arten der Aktien werden für den jeweiligen Teilfonds in dem betreffenden Anhang zum Verkaufsprospekt angegeben.

V. Zum Zwecke der problemlosen Übertragbarkeit wird die Girosammelverwahrbarkeit der Aktien beantragt.

VI. Sämtliche Mitteilungen und Ankündigungen der Investmentgesellschaft an die Aktionäre können an die Anschrift gesandt werden, die in das Aktienregister eingetragen wurde. Falls ein Aktionär eine solche Anschrift nicht mitteilt, kann der Verwaltungsrat beschließen, dass eine entsprechende Notiz in das Aktienregister eingetragen wird. In diesem Falle wird der Aktionär solange behandelt als befände sich seine Anschrift am Sitz der Investmentgesellschaft, bis der Aktionär der Investmentgesellschaft eine andere Anschrift mitteilt. Der Aktionär kann zu jeder Zeit seine in dem Aktienregister eingetragene Anschrift, durch schriftliche Mitteilung an die Register- und Transferstelle, an die Investmentgesellschaft oder an eine vom Verwaltungsrat bestimmte Anschrift korrigieren.

VII. Der Verwaltungsrat kann eine unbegrenzte Anzahl voll eingezahlter Aktien ausgegeben werden, ohne den bestehenden Aktionären ein Vorrecht zur Zeichnung neu auszugebender Aktien einzuräumen. Aktienzertifikate werden von zwei Verwaltungsratsmitgliedern oder einem Verwaltungsratsmitglied und einem rechtmäßig vom Verwaltungsrat dazu ermächtigten Bevollmächtigten unterzeichnet.

VIII. Alle Aktien an einem Teilfonds haben grundsätzlich die gleichen Rechte, es sei denn der Verwaltungsrat beschließt, gemäß der nachfolgenden Ziffer dieses Artikels, innerhalb eines Teilfonds verschiedene Aktienklassen auszugeben.

IX. Der Verwaltungsrat kann beschließen, innerhalb eines Teilfonds von Zeit zu Zeit zwei oder mehrere Aktienklassen vorzusehen. Die Aktienklassen können sich in ihren Merkmalen und Rechten nach der Art der Verwendung ihrer Erträge, nach der Gebührenstruktur oder anderen spezifischen Merkmalen und Rechten unterscheiden. Alle Aktien sind vom Tage ihrer Ausgabe an in gleicher Weise an Erträgen, Kursgewinnen und am Liquidationserlös ihrer jeweiligen Aktienklasse beteiligt. Sofern für die jeweiligen Teilfonds Aktienklassen gebildet werden, findet dies unter Angabe der spezifischen Merkmale oder Rechte im entsprechenden Anhang zum Verkaufsprospekt Erwähnung.

§ 9 Berechnung des Nettoinventarwertes pro Aktie

I. Das Netto-Gesellschaftsvermögen der Investmentgesellschaft lautet auf Euro (EUR) („Referenzwährung“), sofern nicht für etwaige weitere Aktienklassen im jeweiligen Anhang zum Verkaufsprospekt eine von der Teilfondswährung abweichende Währung angegeben ist. Der Wert einer Aktie („Nettoinventarwert pro Aktie“) lautet auf die im jeweiligen Anhang zum Verkaufsprospekt angegebene Währung („Teilfondswährung“).

II. Der Nettoinventarwert pro Aktie wird von der Verwaltungsgesellschaft oder einem von ihr Beauftragten unter Aufsicht der Depotbank an jedem Tag, der Bankarbeitstag in Luxemburg ist, mit Ausnahme des 24. und 31. Dezember eines jeden Jahres („Bewertungstag“) berechnet und bis auf zwei Dezimalstellen kaufmännisch gerundet. Der Verwaltungsrat kann für einzelne Teilfonds eine abweichende Regelung treffen, wobei zu berücksichtigen ist, dass der Nettoinventarwert pro Aktie mindestens zweimal im Monat zu berechnen ist.

III. Zur Berechnung des Nettoinventarwertes pro Aktie wird der Wert der zu dem jeweiligen Teilfonds gehörenden Vermögenswerte abzüglich der Verbindlichkeiten des jeweiligen Teilfonds („Netto-Teilfondsvermögen“) an jedem Bewertungstag ermittelt und durch die Anzahl der am Bewertungstag im Umlauf befindlichen Aktien des jeweiligen Teilfonds geteilt.

IV. Soweit in Jahres- und Halbjahresberichten sowie sonstigen Finanzstatistiken aufgrund gesetzlicher Vorschriften oder gemäß den Regelungen dieser Satzung Auskunft über die Situation des Netto-Gesellschaftsvermögens gegeben werden muss, werden die Vermögenswerte des jeweiligen Teilfonds in die Referenzwährung umgerechnet. Das jeweilige Netto-Teilfondsvermögen wird nach folgenden Grundsätzen berechnet:

a) Vermögensgegenstände, die an einer Börse amtlich notiert sind, werden zum letzten verfügbaren Kurs bewertet. Wird ein Vermögensgegenstand an mehreren Börsen amtlich notiert, ist der zuletzt verfügbare Kurs jener Börse maßgebend, die der Hauptmarkt für diesen Vermögensgegenstand ist.

b) Vermögensgegenstände, die nicht an einer Börse amtlich notiert sind, die aber an einem geregelten Markt gehandelt werden, werden zum letzten verfügbaren Kurs bewertet.

c) OTC-Derivate werden auf einer von der Investmentgesellschaft festzulegenden und überprüfaren Bewertung auf Tagesbasis bewertet, wie ihn die Investmentgesellschaft nach Treu und Glauben und nach allgemein anerkannten, von Wirtschaftsprüfern nachprüfaren Bewertungsmodellen auf der Grundlage des wahrscheinlich erreichbaren Verkaufswertes festlegt.

d) OGAW bzw. OGA werden zum letzten festgestellten und erhältlichen Rücknahmepreis bewertet. Falls für Investmentanteile die Rücknahme ausgesetzt ist oder keine Rücknahmepreise festgelegt werden, werden diese Anteile ebenso wie alle anderen Vermögenswerte zum jeweiligen Verkehrswert bewertet, wie ihn die Verwaltungsgesellschaft nach Treu und Glauben und allgemein anerkannten, von Wirtschaftsprüfern nachprüfaren Bewertungsmodellen festlegt.

e) Falls für die jeweiligen Vermögensgegenstände kein handelbarer Kurs verfügbar ist, werden diese Vermögensgegenstände, ebenso wie die sonstigen gesetzlich zulässigen Vermögenswerte, zum jeweiligen Verkehrswert bewertet, wie ihn die Investmentgesellschaft nach Treu und Glauben und nach allgemein anerkannten, von Wirtschaftsprüfern nachprüfaren Bewertungsmodellen auf der Grundlage des wahrscheinlich erreichbaren Verkaufswertes festlegt.

f) Die flüssigen Mittel werden zu deren Nennwert zuzüglich Zinsen bewertet.

g) Der Marktwert von Wertpapieren und anderen Anlagen, die auf eine andere Währung als die jeweilige Teilfondswährung lauten, wird zum letzten Devisenmittelkurs in die entsprechende Teilfondswährung umgerechnet. Gewinne und Verluste aus Devisentransaktionen, werden jeweils hinzugerechnet oder abgesetzt. Das jeweilige Netto-Teilfondsvermögen wird um die Ausschüttungen reduziert, die gegebenenfalls an die Aktionäre des betreffenden Teilfonds gezahlt wurden.

V. Die Berechnung des Nettoinventarwertes pro Aktie erfolgt nach den vorstehend aufgeführten Kriterien für jeden Teilfonds separat. Soweit jedoch innerhalb eines Teilfonds Aktienklassen gebildet wurden, erfolgt die daraus resultierende Berechnung des Nettoinventarwertes pro Aktie innerhalb des betreffenden Teilfonds nach den vorstehend aufgeführten Kriterien für jede Aktienklasse getrennt. Die Zusammenstellung und Zuordnung der Aktiva erfolgt immer pro Teilfonds.

§ 10 Einstellung der Berechnung des Nettoinventarwertes pro Aktie und der Rücknahme

I. Die Investmentgesellschaft ist berechtigt, die Berechnung des Nettoinventarwertes pro Aktie zeitweilig einzustellen, wenn und solange Umstände vorliegen, die diese Einstellung erforderlich machen und wenn die Einstellung unter Berücksichtigung der Interessen der Aktionäre gerechtfertigt ist, insbesondere:

a) während der Zeit, in der eine Börse oder ein anderer geregelter Markt, an/auf welcher(m) ein wesentlicher Teil der Vermögenswerte notiert oder gehandelt werden, aus anderen Gründen als gesetzlichen oder Bankfeiertagen, geschlossen ist oder der Handel an dieser Börse bzw. an dem entsprechenden Markt ausgesetzt bzw. eingeschränkt wurde;

b) in Notlagen, wenn die Investmentgesellschaft über Teilfondsanlagen nicht verfügen kann oder es ihr unmöglich ist, den Gegenwert der Anlagekäufe oder -verkäufe frei zu transferieren oder die Berechnung des Nettoinventarwertes pro Aktie ordnungsgemäß durchzuführen.

II. Solange die Berechnung des Nettoinventarwertes pro Aktie oder Rücknahme und Umtausch von Aktien zeitweilig eingestellt ist, wird auch die Ausgabe von Aktien eingestellt. Die zeitweilige Einstellung der Berechnung des Nettoinventarwertes pro Aktie von Aktien eines Teilfonds führt nicht zur zeitweiligen Einstellung hinsichtlich anderer Teilfonds, die von den betreffenden Ereignissen nicht berührt sind.

III. Aktionäre, welche einen Zeichnungs-, Rücknahme- bzw. einen Umtauschantrag gestellt haben, werden von einer Einstellung der Berechnung des Nettoinventarwertes pro Aktie unverzüglich benachrichtigt. Während die Berechnung des Netto-Inventarwertes pro Aktie eingestellt ist, werden Rücknahmeanträge bzw. Umtauschanträge nicht ausgeführt. Zeichnungs-, Rücknahme- bzw. Umtauschanträge verfallen im Falle einer Einstellung der Berechnung des Nettoinventarwertes pro Aktie automatisch.

IV. Die Einstellung sowie die Wiederaufnahme der Netto-Inventarwertberechnung werden in den für Anlegerinformationen vorgesehenen Medien veröffentlicht.

§ 11 Ausgabe von Aktien

I. Aktien werden jeweils am Erstausgabetag eines Teilfonds bzw. innerhalb der Erstausgabeperiode eines Teilfonds, zu dem in dem für den Teilfonds betreffenden Anhang festgelegten Erstausgabepreis (zuzüglich Ausgabeaufschlag zugunsten einer etwaigen Vertriebsstelle) ausgegeben. Im Anschluss an diesen Erstausgabetag bzw. an diese Erstausgabeperiode werden Aktien an jedem Bewertungstag zum Ausgabepreis ausgegeben.

II. Ausgabepreis ist der Nettoinventarwert pro Aktie gemäß Artikel 3 § 9 III der Satzung, zuzüglich eines etwaigen Ausgabeaufschlages zugunsten einer etwaigen Vertriebsstelle, dessen maximale Höhe für den jeweiligen Teilfonds in dem betreffenden Anhang zum Verkaufsprospekt aufgeführt ist. Der Ausgabepreis kann sich um Gebühren oder andere Belastungen erhöhen, die in den jeweiligen Vertriebsländern anfallen.

III. Zeichnungsanträge für den Erwerb von Namensaktien können bei der Verwaltungsgesellschaft, der Depotbank, der Register- und Transferstelle, einer etwaigen Vertriebsstelle und den Zahlstellen eingereicht werden. Diese entgegennehmenden Stellen sind zur unverzüglichen Weiterleitung der Zeichnungsanträge an die Register- und Transferstelle verpflichtet. Maßgeblich ist der Eingang bei der Register- und Transferstelle („maßgebliche Stelle“). Diese nimmt die Zeichnungsanträge im Auftrag der Investmentgesellschaft an.

IV. Zeichnungsanträge für den Erwerb von Inhaberaktien werden von der Stelle, bei der der Antragsteller sein Depot unterhält, an die Register- und Transferstelle weitergeleitet. Maßgeblich ist der Eingang bei der Register- und Transferstelle. Diese nimmt die Zeichnungsanträge im Auftrag der Investmentgesellschaft an.

V. Vollständig und korrekt ausgefüllte Zeichnungsanträge, welche bis spätestens 12.00 Uhr an einem Bewertungstag bei der Register- und Transferstelle eingegangen sind, werden zum Ausgabepreis des nächsten Bewertungstages abgerechnet und Zeichnungsanträge, welche nach 12.00 Uhr an einem Bewertungstag bei einer der vorgenannten Stellen eingegangen sind, werden zum Ausgabepreis des übernächsten Bewertungstages abgerechnet.

VI. Die Investmentgesellschaft stellt sicher, dass die Ausgabe von Aktien auf der Grundlage eines dem Aktionär zum Zeitpunkt der Antragstellung unbekanntem Nettoinventarwertes pro Aktie abgerechnet wird. Sollte der Verdacht bestehen, dass ein Antragsteller Late Trading oder Market Timing betreibt, wird die Investmentgesellschaft die Annahme des Zeichnungsantrags solange verweigern, bis der Antragsteller jegliche Zweifel in Bezug auf seinen Zeichnungsantrag ausgeräumt hat. Unter Late Trading ist die Annahme eines Zeichnungs-, Umwandlungs- oder Rückkaufauftrags zu verstehen, der nach der Annahmeschlusszeit der Aufträge (cut-off time) des betreffenden Tages erhalten wurde, und seine Ausführung zu dem Preis, der auf dem an diesem Tag geltenden Nettoinventarwert (NIW) basiert. Durch Late Trading kann ein Anleger aus der Kenntnis von Ereignissen oder Informationen Gewinn ziehen, die nach der Annahmeschlusszeit der

Aufträge veröffentlicht wurden, sich jedoch noch nicht in dem Preis widerspiegeln, zu dem der Auftrag des Anleger abgerechnet wird. Dieser Anleger ist infolgedessen im Vorteil gegenüber den Anlegern, die die offizielle Schlusszeit eingehalten haben. Der Vorteil dieses Anlegers ist noch bedeutender, wenn er das Late Trading mit dem Market Timing kombinieren kann. Unter Market Timing ist das Arbitrageverfahren zu verstehen, mit dem ein Anleger kurzfristig Anteile oder Aktien desselben OGA systematisch zeichnet und zurückkauft oder umwandelt, indem er die Zeitunterschiede und/oder Fehler oder Schwächen des Systems zur Berechnung des NIW des OGA nutzt.

VII. Die Namensaktien werden unverzüglich bei Eingang des vollständigen Ausgabepreises bei der Depotbank im Auftrag der Investmentgesellschaft von der Register- und Transferstelle zugeteilt und durch Eintragung in das Aktienregister übertragen.

VIII. Inhaberaktien werden unverzüglich bei Eingang des vollständigen Ausgabepreises bei der Depotbank im Auftrag der Investmentgesellschaft von der Register- und Transferstelle übertragen, indem sie der Stelle gutgeschrieben werden, bei der der Zeichner sein Depot unterhält.

IX. Der Ausgabepreis ist innerhalb von der im jeweiligen Anhang des Teilfonds angegebenen Anzahl von Bewertungstagen nach dem entsprechenden Bewertungstag in der jeweiligen Teilfondswährung bei der Depotbank in Luxemburg zahlbar. Sollte der Gegenwert der gezeichneten Aktien zum Zeitpunkt des Eingangs des vollständigen Zeichnungsantrages bei der Register- und Transferstelle nicht zur Verfügung stehen oder der Zeichnungsantrag fehlerhaft oder unvollständig sein, wird der Zeichnungsantrag als mit dem Datum bei der Register- und Transferstelle eingegangen betrachtet, an dem der Gegenwert der gezeichneten Aktien zur Verfügung steht bzw. der Zeichnungsantrag ordnungsgemäß vorliegt.

X. Im Falle von Sparplänen wird höchstens ein Drittel von jeder der für das erste Jahr vereinbarten Zahlungen für die Deckung von Kosten verwendet und die restlichen Kosten auf alle späteren Zahlungen gleichmäßig verteilt.

§ 12 Beschränkung und Einstellung der Ausgabe von Aktien

I. Die Investmentgesellschaft kann jederzeit aus eigenem Ermessen ohne Angabe von Gründen einen Zeichnungsantrag zurückweisen oder die Ausgabe von Aktien zeitweilig beschränken, aussetzen oder endgültig einstellen, wenn dies im Interesse der Aktionäre, im öffentlichen Interesse, zum Schutz der Investmentgesellschaft bzw. des jeweiligen Teilfonds oder der Aktionäre erforderlich erscheint. In diesem Fall wird die Depotbank eingehende Zahlungen auf nicht bereits ausgeführte Zeichnungsanträge ohne Zinsen unverzüglich zurückerstatten, gegebenenfalls erfolgt dies unter Zuhilfenahme der Zahlstellen.

II. Die Ausgabe von Aktien wird insbesondere dann zeitweilig eingestellt, wenn die Berechnung des Nettoinventarwertes pro Aktie eingestellt wird.

III. Des Weiteren sind die Teilfonds nicht für den Vertrieb in den Vereinigten Staaten von Amerika (USA) oder an US-Bürger bestimmt.

1. Als in den USA steuerpflichtige natürliche Personen werden bspw. diejenigen betrachtet, die,

- a) in den USA oder einem ihrer Territorien bzw. Hoheitsgebiete geboren wurden,
- b) eingebürgerte Staatsangehörige sind (bzw. Green Card Holder),
- c) im Ausland als Kind eines Staatsangehörigen der USA geboren wurden,
- d) ohne Staatsangehöriger der USA zu sein, sich überwiegend in den USA aufhalten,
- e) mit einem Staatsangehörigen der USA verheiratet sind, oder
- f) in den USA steuerpflichtig sind.

2. Als in den USA steuerpflichtige juristische Personen werden bspw. betrachtet

- a) Gesellschaften und Kapitalgesellschaften, die unter den Gesetzen eines der 50 US-Bundesstaaten oder des District of Columbia gegründet wurden,
- b) eine Gesellschaft oder Personengesellschaft, die unter einem „Act of Congress“ gegründet wurde,
- c) ein Pensionsfond, der als US-Trust gegründet wurde,
oder
- d) eine Gesellschaft, die in den USA steuerpflichtig ist.

§ 13 Rücknahme und Umtausch von Aktien

I. Die Aktionäre sind berechtigt, jederzeit die Rücknahme ihrer Aktien zum Nettoinventarwert pro Aktie gemäß Artikel 3 § 9 III der Satzung, gegebenenfalls abzüglich eines etwaigen Rücknahmeabschlags zu beantragen. Die Rücknahme erfolgt jeweils nur an einem Bewertungstag.

II. Sollte ein Rücknahmeabschlag erhoben werden, so ist dessen maximale Höhe für den jeweiligen Teilfonds in dem betreffenden Anhang zum Verkaufsprospekt angegeben. Der Rücknahmepreis kann sich in bestimmten Ländern um dort anfallende Steuern und andere Belastungen vermindern.

III. Mit Auszahlung des Rücknahmepreises erlischt die entsprechende Aktie.

IV. Die Auszahlung des Rücknahmepreises sowie etwaige sonstige Zahlungen an die Aktionäre erfolgen über die Depotbank gegebenenfalls unter Zuhilfenahme der Zahlstellen. Die Depotbank ist nur insoweit zur Zahlung verpflichtet, als keine gesetzlichen Bestimmungen, z.B. devisarechtliche Vorschriften oder andere von der Depotbank nicht beeinflussbare Umstände, die Überweisung des Rücknahmepreises in das Land des Antragstellers verbieten.

V. Die Investmentgesellschaft kann Aktien einseitig gegen Zahlung des Rücknahmepreises zurücknehmen, soweit dies im Interesse oder zum Schutz der Aktionäre, der Investmentgesellschaft oder eines oder mehrerer Teilfonds erforderlich erscheint, insbesondere wenn

1. ein Verdachtsfall besteht, dass durch den jeweiligen Aktionär mit dem Erwerb der Aktien „Market Timing“, „Late-Trading“ oder sonstige Markttechniken betrieben werden, die der Gesamtheit der Anleger schaden können,
2. der Anleger nicht die Bedingungen für einen Erwerb der Aktien erfüllt, oder
3. die Aktien in einem Staat vertrieben, in dem der jeweilige Teilfonds zum Vertrieb nicht zugelassen ist oder von einer Person (z.B. US-Bürger) erworben worden sind, für die der Erwerb der Aktien nicht gestattet ist.

VI. Der Umtausch sämtlicher oder eines Teils der Aktien eines Teilfonds in Aktien eines anderen Teilfonds erfolgt auf der Grundlage des Nettoinventarwertes pro Aktie der betreffenden Teilfonds unter Berücksichtigung einer etwaigen Umtauschprovision zugunsten der Vertriebsstelle. Die Umtauschprovision beträgt bis zu 2% des Nettoinventarwertes pro Aktie der zu zeichnenden Aktien, mindestens jedoch einen Betrag in Höhe der Differenz des Ausgabeaufschlags des Teilfonds der umzutauschenden Aktien zu dem Ausgabeaufschlag des Teilfonds in welchen ein Umtausch erfolgt. Die genaue Höhe der Umtauschprovision ist jeweils in den die Teilfonds betreffenden Anhängen des Verkaufsprospekts geregelt.

VII. Sofern unterschiedliche Aktienklassen angeboten werden kann auch ein Umtausch von Aktien einer Aktienklasse in Aktien einer anderen Aktienklasse, sowohl innerhalb ein und desselben Teilfonds als auch von einem Teilfonds in einen anderen Teilfonds erfolgen. Für den Fall, dass ein Umtausch innerhalb ein und desselben Teilfonds erfolgt, wird keine Umtauschprovision erhoben. Falls ein Umtausch von Aktien für bestimmte Teilfonds oder Aktienklassen nicht möglich ist wird dies für den betroffenen Teilfonds bzw. die Aktienklasse in dem jeweiligen Anhang zum Verkaufsprospekt erwähnt.

VIII. Die Investmentgesellschaft kann für einen Teilfonds bzw. eine Aktienklasse jederzeit einen Umtauschantrag zurückweisen, wenn dies im Interesse der Investmentgesellschaft bzw. des Teilfonds oder im Interesse der Aktionäre geboten erscheint, insbesondere wenn

1. ein Verdachtsfall besteht, dass durch den jeweiligen Aktionär mit dem Erwerb der Aktien „Market Timing“, „Late-Trading“ oder sonstige Markttechniken betrieben werden, die der Gesamtheit der Anleger schaden können,
2. der Anleger nicht die Bedingungen für einen Erwerb der Aktien erfüllt oder
3. die Aktien in einem Staat vertrieben, in dem der jeweilige Teilfonds zum Vertrieb nicht zugelassen ist oder von einer Person (z.B. US-Bürger) erworben worden sind, für die der Erwerb der Aktien nicht gestattet ist.

IX. Vollständige und korrekte Rücknahmeaufträge bzw. Umtauschanträge für die Rücknahme bzw. den Umtausch von Namensaktien können bei der Investmentgesellschaft, ggf. der Verwaltungsgesellschaft, der Depotbank, der Register- und Transferstelle, einer etwaigen Vertriebsstelle und den Zahlstellen eingereicht werden. Diese entgegennehmenden Stellen sind zur unverzüglichen Weiterleitung der Rücknahmeaufträge bzw. Umtauschanträge an die Register- und Transferstelle verpflichtet. Maßgeblich ist der Eingang bei der Register- und Transferstelle. Diese nimmt die Zeichnungsanträge im Auftrag der Investmentgesellschaft an.

X. Ein Rücknahme- bzw. Umtauschantrag von Namensaktien gilt als vollständig, wenn er den Namen und die Anschrift des Aktionärs sowie die Anzahl bzw. den Gegenwert der zurückzugebenden oder umzutauschenden Aktien und den Namen des Teilfonds angibt, sowie von dem entsprechenden Aktionär unterschrieben ist.

XI. Vollständige und korrekte Rücknahmeaufträge bzw. Umtauschanträge für die Rücknahme bzw. den Umtausch von Inhaberaktien werden durch die Stelle, bei der der Aktionär sein Depot unterhält, an die Register- und Transferstelle weitergeleitet. Maßgeblich ist der Eingang bei der Register- und Transferstelle. Diese nimmt die Zeichnungsanträge im Auftrag der Investmentgesellschaft an.

XII. Vollständige und korrekte Rücknahmeaufträge, welche bis spätestens 12.00 Uhr an einem Bewertungstag bei der Register- und Transferstelle eingegangen sind, werden zum Rücknahmepreis des nächsten Bewertungstages abgerechnet. Vollständige Rücknahmeaufträge, welche nach 12.00 Uhr an einem Bewertungstag bei der Register- und Transferstelle eingegangen sind, werden zum Rücknahmepreis des übernächsten Bewertungstages abgerechnet.

XIII. Die Investmentgesellschaft stellt sicher, dass die Rücknahme und der Umtausch von Aktien auf der Grundlage eines dem Aktionär zum Zeitpunkt der Einreichung des Antrags unbekanntes Nettoinventarwertes pro Aktie abgerechnet werden. Sollte der Verdacht bestehen, dass ein Antragsteller Late Trading und/oder Market Timing betreibt, kann die Investmentgesellschaft die Annahme des Rücknahme- oder Umtauschauftrags solange verweigern, bis der Antragsteller jegliche Zweifel in Bezug auf seinen Antrag ausgeräumt hat.

XIV. Die Auszahlung des Rücknahmepreises erfolgt innerhalb der banküblichen Fristen, spätestens jedoch innerhalb von der im jeweiligen Anhang des Teilfonds angegebenen Anzahl von Bewertungstagen nach dem entsprechenden Bewertungstag in der jeweiligen Teilfondswährung. Die Auszahlung erfolgt auf ein vom Aktionär anzugebendes Konto.

§ 14 Beschränkung und Einstellung von Rücknahme und Umtausch

I. Die Investmentgesellschaft ist berechtigt, die Rücknahme bzw. den Umtausch von Aktien wegen einer Einstellung der Berechnung des Nettoinventarwertes zeitweilig einzustellen. Die Bedingungen für die zeitweilige Einstellung der Berechnung des Nettoinventarwertes sind in § 10 dieser Satzung geregelt.

II. Daneben ist die Investmentgesellschaft nach vorheriger Genehmigung durch die Depotbank unter Wahrung der Interessen der Aktionäre berechtigt, erhebliche Rücknahmen erst zu tätigen, d.h. die Rücknahme zeitweilig auszusetzen,

nachdem entsprechende Vermögenswerte des jeweiligen Teilfonds ohne Verzögerung unter Wahrung der Interessen der Aktionäre verkauft wurden. Eine erhebliche Rücknahme ist anzunehmen, wenn an einem Bewertungstag die Rücknahme von Aktien in Höhe von 10% des Netto-Fondsvermögens beantragt wird.

III. Solange die Rücknahme der Aktien ausgesetzt ist, werden keine neuen Aktien dieses Teilfonds ausgegeben. Umtausche von Aktien, deren Rückgaben vorübergehend eingeschränkt ist, ist nicht möglich. Die zeitweilige Aussetzung der Rücknahmen von Aktien eines Teilfonds führt nicht zur zeitweiligen Einstellung hinsichtlich anderer Teilfonds, die von den betreffenden Ereignissen nicht berührt sind.

IV. Die Investmentgesellschaft achtet aber darauf, dass dem jeweiligen Teilfondsvermögen ausreichende flüssige Mittel zur Verfügung stehen, damit eine Rücknahme bzw. der Umtausch von Aktien auf Antrag von Aktionären unter normalen Umständen unverzüglich erfolgen kann.

V. Aktionäre, welche einen Rücknahme- bzw. einen Umtauschantrag gestellt haben, werden von einer Einstellung der Rücknahmen der Aktie unverzüglich benachrichtigt. Rücknahme- bzw. Umtauschanträge verfallen im Falle einer Einstellung der Rücknahmen automatisch.

VI. Die Einstellung sowie die Wiederaufnahme der Rücknahmen werden in den für Anlegerinformationen vorgesehenen Medien veröffentlicht.

Art. 4. Generalversammlung.

§ 15 Rechte der Generalversammlung

Die ordnungsgemäß einberufene Generalversammlung vertritt alle Aktionäre der Investmentgesellschaft. Sie hat die weitesten Befugnisse, um alle Handlungen der Investmentgesellschaft anzuordnen oder zu bestätigen.

§ 16 Ordentliche Generalversammlung

I. Die jährliche Generalversammlung wird gemäß dem Luxemburger Gesetz in Luxemburg, am Gesellschaftssitz oder an jedem anderen Ort der Gemeinde, in der sich der Gesellschaftssitz befindet, der in der Einberufung festgelegt wird, am ersten Montag im Juni eines jeden Jahres um 10.00 Uhr und zum ersten Mal im Jahre 2012 abgehalten. Falls dieser Tag ein Bankfeiertag in Luxemburg ist, wird die jährliche Generalversammlung am ersten nachfolgenden Bankarbeitstag in Luxemburg abgehalten.

II. Die jährliche Generalversammlung kann im Ausland abgehalten werden, wenn der Verwaltungsrat nach seinem Ermessen feststellt, dass außergewöhnliche Umstände dies erfordern. Eine derartige Entscheidung des Verwaltungsrates ist unanfechtbar.

§ 17 Außerordentliche Generalversammlungen

I. Die Aktionäre kommen aufgrund einer den gesetzlichen Bestimmungen entsprechenden Einberufung des Verwaltungsrates zusammen. Sie können auch auf Antrag von Aktionären, welche mindestens ein Zehntel des Vermögens der Investmentgesellschaft repräsentieren, zusammentreten.

II. Die Einberufung muss die Tagesordnung enthalten und mindestens 14 Tage vor der Versammlung an jeden Inhaber von Namensaktien an dessen im Aktienregister eingetragene Anschrift versendet werden. Den Inhabern von Inhaberaktien werden die Einberufung sowie die Tagesordnung entsprechend der gesetzlichen Vorgaben bekannt gemacht. Die Tagesordnung wird grundsätzlich vom Verwaltungsrat vorbereitet. Auf Antrag von Aktionären, welche mindestens ein Zehntel des Vermögens der Investmentgesellschaft repräsentieren, wird der Verwaltungsrat die Tagesordnung ändern bzw. ergänzen. Ein solcher Antrag der Aktionäre muss mindestens 10 Tage vor der Versammlung bei dem Verwaltungsrat der Investmentgesellschaft eingehen. Der Verwaltungsrat wird die neue Tagesordnung unverzüglich den Aktionären bekannt geben.

III. In Fällen, in denen die Generalversammlung auf schriftlichen Antrag der Aktionäre, welche mindestens ein Zehntel des Vermögens der Investmentgesellschaft repräsentieren, zusammentritt, wird die Tagesordnung durch die Aktionäre erstellt. Sie ist dem schriftlichen Antrag der Aktionäre auf Einberufung einer außerordentlichen Generalversammlung anzuhängen. Der Verwaltungsrat ist berechtigt eine zusätzliche Tagesordnung vorbereiten.

IV. Außerordentliche Generalversammlungen können zu der Zeit und an dem Orte abgehalten werden, wie es in der Einberufung zur jeweiligen außerordentlichen Generalversammlung angegeben ist.

V. Die oben unter I bis IV aufgeführten Regeln gelten entsprechend für getrennte Generalversammlungen einer oder mehrerer Teilfonds oder Aktienklassen.

§ 18 Beschlussfassung und Abstimmung

I. Jede voll eingezahlte Aktie gibt das Recht auf eine Stimme. Aktienbruchteile sind nicht stimmberechtigt.

II. Grundsätzlich ist jeder Aktionär an den Generalversammlungen teilnahmeberechtigt. An für einzelne Teilfonds oder Aktienklassen stattfindenden Generalversammlungen, die ausschließlich die jeweiligen Teilfonds oder Aktienklassen betreffende Beschlüsse fassen können, dürfen nur diejenigen Aktionäre teilnehmen, die Aktien der entsprechenden Teilfonds oder Aktienklassen halten. Der Verwaltungsrat kann gestatten, dass Aktionäre an Generalversammlungen per Videokonferenz oder anderen Kommunikationsmitteln teilnehmen, falls diese Methoden eine Identifikation der Aktionäre erlauben und für die Aktionäre eine fortwährende und effektive Teilnahme an der Generalversammlung ermöglicht.

III. Jeder Aktionär kann sich vertreten lassen, indem er eine andere Person schriftlich zu seinem Bevollmächtigten bestimmt. Die Vollmachten, deren Form vom Verwaltungsrat festgelegt werden kann, müssen mindestens fünf Tage vor

der Generalversammlung am Gesellschaftssitz hinterlegt werden. Der Verwaltungsrat kann die Anzahl der Bevollmächtigten je Aktionär beschränken.

IV. Alle anwesenden Aktionäre und Bevollmächtigten müssen sich vor Eintritt in die Generalversammlung in die vom Verwaltungsrat aufgestellte Anwesenheitsliste einschreiben.

V. Der Verwaltungsrat kann weitere Bedingungen festlegen, die von Anteilhabern zu erfüllen sind, um an Generalversammlungen teilnehmen zu können.

VI. Die Generalversammlung entscheidet über alle Angelegenheiten, die im Gesetz von 1915 sowie im Gesetz vom 20. Dezember 2002 vorgesehenen sind, und zwar in der in den genannten Gesetzen vorgesehenen Form betreffend Quorum und Mehrheiten. Sofern die vorgenannten Gesetze oder die vorliegende Satzung nichts Gegenteiliges anordnen, werden die Entscheidungen einer ordnungsgemäß einberufenen Generalversammlung durch einfache Mehrheit der Stimmrechte der anwesenden und der vertretenen Aktionäre gefasst. Bei Fragen, welche die Investmentgesellschaft als Ganzes betreffen, stimmen die Aktionäre gemeinsam ab. Eine getrennte Abstimmung erfolgt jedoch bei Fragen, die nur einen oder mehrere Teilfonds oder eine oder mehrere Aktienklasse(n) betreffen.

VII. Die Beschlüsse der Generalversammlung sind grundsätzlich bindend für alle Aktionäre, sofern diese Beschlüsse in Übereinstimmung mit dem Luxemburger Gesetz und dieser Satzung stehen, insbesondere sofern sie nicht in die Rechte der getrennten Versammlungen der Aktionäre einer bestimmten Aktienklasse oder eines bestimmten Teilfonds eingreifen. Findet eine getrennte Abstimmung für einen oder mehrere Teilfonds oder eine oder mehrere Aktienklasse(n) statt, binden die Beschlüsse grundsätzlich alle Aktionäre des/der Teilfonds bzw. der Aktienklasse(n).

§ 19 Vorsitzender, Stimmzähler, Sekretär

I. Die Generalversammlung tritt unter dem Vorsitz des Vorsitzenden des Verwaltungsrats oder, im Falle seiner Abwesenheit, unter dem Vorsitz eines von der Generalversammlung gewählten Vorsitzenden zusammen.

II. Der Vorsitzende bestimmt einen Sekretär, der nicht notwendigerweise Aktionär sein muss. Die Generalversammlung ernennt unter den anwesenden und dies annehmenden Aktionären oder den Vertretern der Aktionäre einen Stimmzähler.

III. Die Protokolle der Generalversammlung werden vom Vorsitzenden, dem Stimmzähler und dem Sekretär der Generalversammlung und den Aktionären, die dies verlangen, unterschrieben.

IV. Abschriften und Auszüge der Protokolle werden von der Investmentgesellschaft erstellt und vom Vorsitzenden des Verwaltungsrats oder von zwei Verwaltungsratsmitgliedern unterschrieben.

Art. 5. Verwaltungsrat.

§ 20 Zusammensetzung

I. Der Verwaltungsrat besteht aus mindestens drei Mitgliedern, die von der Generalversammlung bestimmt werden und die nicht Aktionäre der Investmentgesellschaft sein müssen. Die erste Bestellung des Verwaltungsrats erfolgt durch die Generalversammlung, welche im Anschluss an die Gründung der Gesellschaft stattfindet.

II. Auf der Generalversammlung kann ein neues Mitglied, das dem Verwaltungsrat bislang nicht angehört hat, nur dann zum Verwaltungsratsmitglied gewählt werden, wenn

a) diese betreffende Person vom Verwaltungsrat zur Wahl vorgeschlagen wird oder

b) ein Aktionär, der bei der anstehenden Generalversammlung, die den Verwaltungsrat bestimmt, voll stimmberechtigt ist, dem Vorsitzenden - oder wenn dies unmöglich sein sollte, einem anderen Verwaltungsratsmitglied - schriftlich nicht weniger als sechs und nicht mehr als dreißig Tage vor dem für die Generalversammlung vorgesehenen Datum seine Absicht unterbreitet, eine andere Person als seiner selbst zur Wahl oder zur Wiederwahl vorzuschlagen, zusammen mit einer schriftlichen Bestätigung dieser Person, sich zur Wahl stellen zu wollen, wobei jedoch der Vorsitzende der Generalversammlung unter der Voraussetzung einstimmiger Zustimmung aller anwesenden Aktionäre den Verzicht auf die oben aufgeführten Erklärungen beschließen kann und die solcherweise nominierte Person zur Wahl vorschlagen kann.

III. Die Generalversammlung bestimmt die Dauer der Mandate der Verwaltungsräte. Eine Mandatsperiode darf die Dauer von sechs Jahren nicht überschreiten. Ein Verwaltungsratsmitglied kann wieder gewählt werden.

IV. Scheidet ein Verwaltungsratsmitglied vor Ablauf seiner Amtszeit aus, so können die verbleibenden von der Generalversammlung ernannten Mitglieder des Verwaltungsrates bis zur nächstfolgenden Generalversammlung einen vorläufigen Nachfolger bestimmen (Kooption). Der so bestimmte Nachfolger führt die Amtszeit seines Vorgängers zu Ende und ist berechtigt gemeinsam mit den anderen Mitgliedern des Verwaltungsrats für weitere ausscheidende Mitglieder des Verwaltungsrats vorläufige Nachfolger im Rahmen einer Kooption zu bestimmen.

V. Die Verwaltungsratsmitglieder können jederzeit von der Generalversammlung abberufen werden.

§ 21 Befugnisse

I. Der Verwaltungsrat hat die Befugnis, alle Geschäfte zu tätigen und alle Handlungen vorzunehmen, die zur Erfüllung des Gesellschaftszwecks notwendig oder nützlich sind. Er ist zuständig für alle Angelegenheiten der Investmentgesellschaft, soweit sie nicht nach dem Gesetz von 1915 oder nach dieser Satzung der Generalversammlung vorbehalten sind.

II. Der Verwaltungsrat kann die tägliche Geschäftsführung der Investmentgesellschaft auf natürliche oder juristische Personen übertragen, die keine Mitglieder des Verwaltungsrates zu sein brauchen und diesen für ihre Tätigkeiten Ge-

bühren und Provisionen zahlen. Die Übertragung von Aufgaben an Dritte erfolgt stets unter der Aufsicht des Verwaltungsrates.

III. Daneben ist der Verwaltungsrat berechtigt, einen Fondsmanager, einen Anlageberater sowie Anlageausschüsse für die Teilfonds zu ernennen und deren Befugnisse festzulegen.

III. Der Verwaltungsrat hat darüber hinaus die Befugnis Interimsdividenden auszuschütten.

§ 22 Interne Organisation des Verwaltungsrats

I. Der Verwaltungsrat ernennt unter seinen Mitgliedern einen Vorsitzenden.

II. Der Verwaltungsratsvorsitzende steht den Sitzungen des Verwaltungsrates vor. In seiner Abwesenheit bestimmt der Verwaltungsrat ein anderes Verwaltungsratsmitglied als Sitzungsvorsitzenden.

III. Der Vorsitzende kann einen Sekretär ernennen, der nicht notwendigerweise Mitglied des Verwaltungsrates zu sein braucht und der die Protokolle der Sitzungen des Verwaltungsrates erstellt.

§ 23 Häufigkeit und Einberufung von Sitzungen

I. Der Verwaltungsrat tritt, auf Einberufung des Vorsitzenden des Verwaltungsrats oder zweier Verwaltungsratsmitglieder an dem in der Einladung angegebenen Ort, so oft zusammen, wie es die Interessen der Investmentgesellschaft erfordern, mindestens jedoch einmal im Jahr.

II. Die Einberufung der Verwaltungsratsmitglieder erfolgt mindestens 24 (vierundzwanzig) Stunden vor der Sitzung des Verwaltungsrates schriftlich, mittels Brief, Telefax oder E-Mail, es sei denn die Wahrung der vorgenannten Frist ist aufgrund von Dringlichkeit unmöglich. In diesen Fällen sind Art und Gründe der Dringlichkeit im Einberufungsschreiben anzugeben.

III. Ein Einberufungsschreiben ist, sofern jedes Verwaltungsratsmitglied entweder bei Anwesenheit in der Sitzung keine Einwände gegen die Form der Einladung erhoben oder sein Einverständnis schriftlich, mittels Brief, Telefax oder E-Mail gegeben hat, nicht erforderlich.

IV. Eine gesonderte Einberufung ist nicht erforderlich, wenn eine Sitzung des Verwaltungsrates zu einem Termin und an einem Ort stattfindet, die in einem im Voraus vom Verwaltungsrat gefassten Beschluss festgelegt sind.

§ 24 Beschlussfassung

I. Jedes Verwaltungsratsmitglied kann an jeder Sitzung des Verwaltungsrats teilnehmen, auch in dem es mittels Brief, per Email oder Telefax ein anderes Verwaltungsratsmitglied als Bevollmächtigten ernennt. Darüber hinaus kann jedes Verwaltungsratsmitglied an einer Sitzung des Verwaltungsrates im Wege einer telefonischen Konferenzschaltung oder durch ähnliche Kommunikationsmittel, welche ermöglichen, dass sämtliche Teilnehmer an der Sitzung des Verwaltungsrates einander hören können, teilnehmen. Diese Art der Teilnahme steht einer persönlichen Teilnahme an dieser Sitzung des Verwaltungsrates gleich.

II. Der Verwaltungsrat ist nur beschlussfähig, wenn mindestens die Hälfte der Verwaltungsratsmitglieder bei der Sitzung des Verwaltungsrates zugegen oder vertreten ist.

II. Die Beschlüsse werden durch einfache Mehrheit der Stimmen der anwesenden bzw. vertretenen Verwaltungsratsmitglieder gefasst. Bei Stimmgleichheit ist die Stimme des Sitzungsvorsitzenden ausschlaggebend.

III. Die Verwaltungsratsmitglieder können, mit Ausnahme von im Umlaufverfahren gefassten Beschlüssen, nur im Rahmen von Sitzungen des Verwaltungsrates der Investmentgesellschaft, die ordnungsgemäß einberufen worden sind, Beschlüsse fassen.

IV. Der Verwaltungsrat kann einstimmig Beschlüsse im schriftlichen Umlaufverfahren fassen. Diese von allen Verwaltungsratsmitgliedern gefassten Beschlüsse sind gleichermaßen gültig und vollzugsfähig wie solche, die während einer ordnungsgemäß einberufenen und durchgeführten Sitzung des Verwaltungsrats gefasst wurden. Die Unterschriften können auf einem einzelnen Dokument oder auf mehreren Ausfertigungen bzw. Kopien desselben Dokuments geleistet werden und können per Brief oder Telefax o.ä. eingeholt werden.

V. Die Beschlüsse des Verwaltungsrates werden in Protokollen festgehalten, die in ein diesbezügliches Register eingetragen und vom Sitzungsvorsitzenden und vom Sekretär unterschrieben werden. Abschriften und Auszüge dieser Protokolle werden vom Vorsitzenden des Verwaltungsrates oder von zwei Verwaltungsratsmitgliedern unterschrieben.

§ 25 Vertretung der Investmentgesellschaft

Die Investmentgesellschaft wird durch die Unterschrift von zwei Verwaltungsratsmitgliedern rechtlich vertreten. Der Verwaltungsrat kann ein oder mehrere Verwaltungsratsmitglied(er) ermächtigen, die Investmentgesellschaft durch Einzelunterschrift zu vertreten.

Daneben kann der Verwaltungsrat andere juristische oder natürliche Personen ermächtigen, die Investmentgesellschaft entweder durch Einzelunterschrift oder gemeinsam mit einem Verwaltungsratsmitglied oder einer anderen vom Verwaltungsrat bevollmächtigten juristischen oder natürlichen Person rechtsgültig zu vertreten.

§ 26 Unvereinbarkeitsbestimmungen / Interessenkollision

I. Kein Vertrag, kein Vergleich oder sonstiges Rechtsgeschäft, das die Gesellschaft mit anderen Gesellschaften schließt, wird durch die Tatsache ungültig, dass ein oder mehrere Verwaltungsratsmitglieder oder Geschäftsleiter der Gesellschaft Interessen in oder Beteiligungen an einer anderen Gesellschaft haben, oder durch die Tatsache, dass sie Verwaltungsratsmitglied, Teilhaber, Direktor, Geschäftsleiter, Bevollmächtigter oder Angestellter der anderen Gesellschaft sind.

II. Dieses(r) Verwaltungsratsmitglied, Direktor, Geschäftsführer oder Bevollmächtigter der Investmentgesellschaft, welches(r) zugleich Verwaltungsratsmitglied, Direktor, Geschäftsführer Bevollmächtigter oder Angestellter einer anderen Gesellschaft ist, mit der die Investmentgesellschaft Verträge abgeschlossen hat oder mit der sie in einer anderen Weise in geschäftlichen Beziehungen steht, wird dadurch nicht das Recht verlieren, zu beraten, abzustimmen und zu handeln, was die Angelegenheiten, die mit einem solchen Vertrag oder solchen Geschäften in Verbindung stehen, anbetrifft.

III. Falls ein Verwaltungsratsmitglied, Direktor oder Bevollmächtigter ein persönliches Interesse in einer Angelegenheit der Investmentgesellschaft hat, muss dieses Verwaltungsratsmitglied, Direktor oder Bevollmächtigter der Investmentgesellschaft den Verwaltungsrat über dieses persönliche Interesse informieren, und er wird weder mitberaten noch am Votum über diese Angelegenheit teilnehmen. Ein Bericht über diese Angelegenheit und über das persönliche Interesse des Verwaltungsratsmitgliedes, Direktors oder Bevollmächtigten muss bei der nächsten Generalversammlung erstattet werden.

IV. Der Begriff „persönliches Interesse“, wie er im vorstehenden Absatz verwendet wird, findet keine Anwendung auf eine Beziehung oder ein Interesse, die nur deshalb entstehen, weil das Rechtsgeschäft zwischen der Investmentgesellschaft einerseits und dem Fondsmanager, der Zentralverwaltungsstelle, der Register- und Transferstelle, einer etwaigen Vertriebsstelle (bzw. ein mit diesen mittelbar oder unmittelbar verbundenes Unternehmen) oder jeder anderen von der Investmentgesellschaft benannten Gesellschaft andererseits geschlossen wird.

V. Die vorhergehenden Bestimmungen sind in Fällen, in denen die Depotbank Partei eines Vertrages, Vergleiches oder sonstigen Rechtsgeschäftes ist, nicht anwendbar. Geschäftsleiter, Prokuristen und die zum gesamten Geschäftsbetrieb ermächtigten Handlungsbevollmächtigten der Depotbank dürfen nicht gleichzeitig als Angestellte der Investmentgesellschaft zur täglichen Geschäftsführung bestellt sein. Geschäftsleiter, Prokuristen und die zum gesamten Geschäftsbetrieb ermächtigten Handlungsbevollmächtigten der Investmentgesellschaft dürfen nicht gleichzeitig als Angestellte der Depotbank zur täglichen Geschäftsführung bestellt sein.

§ 27 Schadloshaltung

I. Die Investmentgesellschaft verpflichtet sich, die Verwaltungsratsmitglieder, Direktoren, Geschäftsführer oder Bevollmächtigten, ihre Erben, Testamentsvollstrecker und Verwalter schadlos zu halten gegen alle Klagen, Forderungen und Haftungsansprüche jeder Art, sofern die Betroffenen ihre gesetzlichen und vertraglichen Verpflichtungen der Investmentgesellschaft gegenüber ordnungsgemäß erfüllt haben, und diese für sämtliche Kosten, Ausgaben und Verbindlichkeiten, die anlässlich solcher Klagen, Verfahren, Forderungen und Haftungen entstanden sind, zu entschädigen.

II. Das Recht auf Entschädigung schließt andere Rechte zugunsten des Verwaltungsratsmitgliedes, Direktors, Geschäftsführers oder Bevollmächtigten nicht aus.

§ 28 Verwaltungsgesellschaft

I. Der Verwaltungsrat der Investmentgesellschaft kann unter eigener Verantwortung eine Verwaltungsgesellschaft mit der Anlageverwaltung, der Administration sowie dem Vertrieb der Aktien der Investmentgesellschaft betrauen.

II. Die Verwaltungsgesellschaft ist für die Verwaltung und Geschäftsführung der Investmentgesellschaft verantwortlich. Sie darf für Rechnung der Investmentgesellschaft alle Geschäftsführungs- und Verwaltungsmaßnahmen und alle unmittelbar oder mittelbar mit dem Vermögen der Investmentgesellschaft bzw. den Teilfondsvermögen verbundenen Rechte ausüben, insbesondere ihre Aufgaben an qualifizierte Dritte ganz oder teilweise übertragen; sie kann sich ferner unter eigener Verantwortung und auf eigene Kosten von Dritten, insbesondere von verschiedenen Anlageberatern und/oder einem Anlageausschuss, beraten lassen.

III. Die Verwaltungsgesellschaft erfüllt ihre Verpflichtungen mit der Sorgfalt eines entgeltlich Bevollmächtigten (mandataire salarié).

IV. Sofern die Verwaltungsgesellschaft die Anlageverwaltung auf einen Dritten auslagert, so darf nur ein Unternehmen benannt werden, das für die Ausübung der Vermögensverwaltung zugelassen oder eingetragen ist und einer Aufsicht unterliegt.

V. Die Anlageentscheidung, die Ordererteilung und die Auswahl der Broker sind ausschließlich der Verwaltungsgesellschaft vorbehalten, sofern kein Fondsmanager mit der Anlagenverwaltung beauftragt wurde. Die Verwaltungsgesellschaft ist berechtigt, unter Wahrung ihrer eigenen Verantwortung und Kontrolle einen Dritten zur Ordererteilung zu bevollmächtigen.

VI. Die Übertragung der Aufgaben darf die Wirksamkeit der Beaufsichtigung durch die Verwaltungsgesellschaft in keiner Weise beeinträchtigen. Insbesondere darf die Verwaltungsgesellschaft durch die Übertragung der Aufgaben nicht daran gehindert werden, im Interesse der Aktionäre zu handeln und dafür zu sorgen, dass die Investmentgesellschaft im besten Interesse der Aktionäre verwaltet wird.

§ 29 Fondsmanager

I. Sofern die Investmentgesellschaft bzw. die Verwaltungsgesellschaft von ihrem Recht Gebrauch gemacht hat und die Anlageverwaltung auf einen Dritten ausgelagert hat, besteht die Aufgabe eines Fondsmanagers insbesondere in der täglichen Umsetzung der Anlagepolitik des jeweiligen Teilfondsvermögens, in der Führung der Tagesgeschäfte hinsichtlich der Vermögensverwaltung sowie in anderen damit verbundenen Dienstleistungen, jeweils unter der Aufsicht, Verantwortung und Kontrolle der Verwaltungsgesellschaft.

II. Die Erfüllung dieser Aufgaben erfolgt unter Beachtung der Grundsätze der Anlagepolitik und der Anlagebeschränkungen des jeweiligen Teilfonds, wie sie in dieser Satzung und dem Verkaufsprospekt (nebst Anhang) der Investmentgesellschaft beschrieben sind, sowie der gesetzlichen Anlagebeschränkungen.

III. Der Fondsmanager muss über eine Zulassung zur Vermögensverwaltung verfügen und einer finanzdienstleistungsrechtlichen Aufsicht in seinem Sitzstaat unterliegen.

IV. Der Fondsmanager ist befugt, Makler sowie Broker zur Abwicklung von Transaktionen in den Vermögenswerten der Investmentgesellschaft bzw. ihrer Teilfonds auszuwählen. Die Anlageentscheidung und die Ordererteilung obliegen dem Fondsmanager.

V. Der Fondsmanager hat das Recht, sich auf eigene Kosten und Verantwortung von Dritten, insbesondere von verschiedenen Anlageberatern, beraten zu lassen. Es ist dem Fondsmanager gestattet, seine Aufgaben mit Genehmigung der Verwaltungsgesellschaft ganz oder teilweise an Dritte, deren Vergütung ganz zu seinen Lasten geht, auszulagern.

VI. Der Fondsmanager trägt alle Aufwendungen, die ihm in Verbindung mit den von ihm für die Investmentgesellschaft geleisteten Dienstleistungen entstehen. Maklerprovisionen, Transaktionsgebühren und andere im Zusammenhang mit dem Erwerb und der Veräußerung von Vermögenswerten anfallende Geschäftskosten werden von dem jeweiligen Teilfonds getragen.

Art. 6. Verschmelzung und Liquidation der Investmentgesellschaft.

§ 30 Die Verschmelzung der Investmentgesellschaft

I. Die Investmentgesellschaft kann durch Beschluss der Generalversammlung mit einem anderen OGAW verschmolzen werden. Der Beschluss bedarf des Anwesenheitsquorums und der Mehrheit, wie sie im Gesetz vom 10. August 1915 für Satzungsänderungen vorgesehen sind. Der Beschluss der Generalversammlung zur Verschmelzung der Investmentgesellschaft wird entsprechend den gesetzlichen Bestimmungen veröffentlicht.

II. Die Aktionäre der einzubringenden Investmentgesellschaft haben während eines Monats das Recht, ohne Kosten die Rücknahme aller oder eines Teils ihrer Aktien zum einschlägigen Nettoinventarwert pro Aktie zu verlangen. Die Aktien der Aktionäre, welche die Rücknahme ihrer Aktien nicht verlangt haben, werden auf der Grundlage des Nettoinventarwerts pro Aktie an dem Tag des Inkrafttretens der Verschmelzung durch Aktien des aufnehmenden OGA ersetzt. Gegebenenfalls erhalten die Aktionäre einen Spitzenausgleich.

§ 31 Die Liquidation der Investmentgesellschaft

I. Die Investmentgesellschaft kann durch Beschluss der Generalversammlung liquidiert werden. Der Beschluss ist unter Einhaltung der für Satzungsänderungen vorgeschriebenen gesetzlichen Bestimmungen zu fassen.

II. Sinkt das Vermögen der Investmentgesellschaft unter zwei Drittel des Mindestkapitals, ist der Verwaltungsrat der Investmentgesellschaft verpflichtet, eine Generalversammlung einzuberufen und dieser die Frage nach der Liquidation der Investmentgesellschaft zu unterbreiten. Die Liquidation wird mit einer einfachen Mehrheit der Stimmrechte der anwesenden bzw. vertretenen Aktionäre beschlossen.

III. Sinkt das Vermögen der Investmentgesellschaft unter ein Viertel des Mindestkapitals, muss der Verwaltungsrat der Investmentgesellschaft ebenfalls eine Generalversammlung einberufen und dieser die Frage nach der Liquidation der Investmentgesellschaft unterbreiten. Die Liquidation wird in einem solchen Fall mit einer Mehrheit von 25% der Stimmrechte der in der Generalversammlung anwesenden bzw. vertretenden Aktionäre beschlossen.

IV. Die Einberufungen zu den vorgenannten Generalversammlungen erfolgen jeweils innerhalb von 40 Tagen nach Feststellung des Umstandes, dass das Vermögen der Investmentgesellschaft unter zwei Drittel bzw. unter ein Viertel des Mindestkapitals gesunken ist.

V. Der Beschluss der Generalversammlung zur Liquidation der Investmentgesellschaft wird entsprechend den gesetzlichen Bestimmungen veröffentlicht.

VI. Vorbehaltlich eines gegenteiligen Beschlusses des Verwaltungsrates wird die Investmentgesellschaft mit dem Datum der Beschlussfassung über die Liquidation bis zur Durchführung des Liquidationsbeschlusses keine Aktien der Investmentgesellschaft mehr ausgeben, zurücknehmen oder umtauschen.

V. Nettoliquidationserlöse, deren Auszahlung nicht bis zum Abschluss des Liquidationsverfahrens von Aktionären geltend gemacht wurden, werden von der Depotbank nach Abschluss des Liquidationsverfahrens für Rechnung der berechtigten Aktionäre bei der Caisse des Consignations im Großherzogtum Luxemburg hinterlegt, bei der diese Beträge verfallen, wenn sie nicht innerhalb der gesetzlichen Frist geltend gemacht werden.

Art. 7. Die Teilfonds.

§ 32 Die Teilfonds

I. Die Investmentgesellschaft besteht aus einem oder mehreren Teilfonds. Der Verwaltungsrat kann jederzeit beschließen, weitere Teilfonds aufzulegen. In diesem Fall wird der Verkaufsprospekt entsprechend angepasst.

II. Jeder Teilfonds gilt im Verhältnis der Aktionäre untereinander als eigenständiges Vermögen. Die Rechte und Pflichten der Aktionäre eines Teilfonds sind von denen der Aktionäre der anderen Teilfonds getrennt.

III. Gegenüber Dritten haften die Vermögenswerte der einzelnen Teilfonds lediglich für Verbindlichkeiten, die von den betreffenden Teilfonds eingegangen werden.

§ 33 Dauer der einzelnen Teilfonds

Die Teilfonds können auf bestimmte oder unbestimmte Zeit errichtet werden. Die Dauer eines Teilfonds ergibt sich für den jeweiligen Teilfonds aus dem betreffenden Anhang zum Verkaufsprospekt.

§ 34 Die Verschmelzung eines oder mehrerer Teilfonds

I. Verschmelzung eines Teilfonds der Investmentgesellschaft durch Einbringung in einen anderen Teilfonds der Investmentgesellschaft oder in einen anderen Luxemburger OGAW bzw. einen Teilfonds eines anderen Luxemburger OGAW.

Ein Teilfonds der Investmentgesellschaft kann durch Beschluss des Verwaltungsrates der Investmentgesellschaft durch Einbringung in einen anderen Teilfonds der Investmentgesellschaft oder einen anderen Luxemburger OGAW bzw. einen Teilfonds eines anderen Luxemburger OGAW, der nach Teil I des Gesetzes vom 20. Dezember 2002 aufgelegt wurde, verschmolzen werden. Die Verschmelzung kann insbesondere in folgenden Fällen beschlossen werden:

- sofern das Netto-Teilfondsvermögen an einem Bewertungstag unter einen Betrag gefallen ist, welcher als Mindestbetrag erscheint, um den Teilfonds in wirtschaftlich sinnvoller Weise zu verwalten. Die Investmentgesellschaft hat diesen Betrag mit 5 Mio. Euro festgesetzt.

- sofern es wegen einer wesentlichen Änderung im wirtschaftlichen oder politischen Umfeld oder aus Ursachen wirtschaftlicher Rentabilität nicht als wirtschaftlich sinnvoll erscheint, den Teilfonds zu verwalten.

Der Beschluss des Verwaltungsrates zur Verschmelzung wird jeweils in einer vom Verwaltungsrat bestimmten Zeitung jener Länder, in denen die Aktien des einzubringenden Teilfonds vertrieben werden, veröffentlicht.

Unbeschadet des vorhergehenden Absatzes sind die von der Verschmelzung betroffenen Aktionäre, die mit der Verschmelzung nicht einverstanden sind, innerhalb eines Monats nach Veröffentlichung der Mitteilung an die Aktionäre über die Verschmelzung, berechtigt, ihre Aktien kostenfrei zurückzugeben. Aktionäre, die von diesem Recht keinen Gebrauch gemacht haben, sind an den vom Verwaltungsrat gefassten Beschluss über die Verschmelzung gebunden.

Darüber hinaus gilt in den Fällen, in denen ein Teilfonds mit einem Teilfonds eines fonds commun de placement verschmolzen wird, dass dieser Beschluss nur die Aktionäre verpflichten darf, die sich zugunsten der Einbringung ausgesprochen haben.

II. Verschmelzung eines Teilfonds der Investmentgesellschaft durch Einbringung in einen anderen ausländischen OGAW bzw. einen Teilfonds eines anderen ausländischen OGAW

Die Einbringung eines Teilfonds der Investmentgesellschaft in einen ausländischen OGAW bzw. einen Teilfonds eines anderen ausländischen OGAW ist nur mit der einstimmigen Billigung aller Aktionäre des betroffenen Teilfonds möglich, es sei denn, es werden nur die Aktionäre, die sich für die Einbringung ausgesprochen haben, übertragen.

Verschmelzungsbeschlüsse bedürfen der vorherigen Genehmigung durch die Luxemburger Aufsichtsbehörde für den Finanzsektor.

Für die Verschmelzung von Aktienklassen gilt das vorstehend Gesagte analog.

§ 35 Die Liquidation eines oder mehrerer Teilfonds

I. Ein Teilfonds der Investmentgesellschaft kann durch Beschluss des Verwaltungsrates der Investmentgesellschaft liquidiert werden, insbesondere sofern:

1. das Netto-Teilfondsvermögen an einem Bewertungstag unter einen Betrag gefallen ist, welcher als Mindestbetrag erscheint, um den Teilfonds in wirtschaftlich sinnvoller Weise zu verwalten. Die Investmentgesellschaft hat diesen Betrag mit 5 Mio. Euro festgesetzt;

2. es wegen einer wesentlichen Änderung im wirtschaftlichen oder politischen Umfeld oder aus Ursachen wirtschaftlicher Rentabilität nicht als wirtschaftlich sinnvoll erscheint, den Teilfonds weiterhin zu verwalten.

II. Der Liquidationsbeschluss des Verwaltungsrates ist im Einklang mit den Bestimmungen für die Veröffentlichung der Mitteilungen an die Aktionäre und in Form einer solchen zu veröffentlichen. Der Liquidationsbeschluss bedarf der vorherigen Genehmigung durch die Luxemburger Aufsichtsbehörde.

III. Vorbehaltlich eines gegenteiligen Beschlusses des Verwaltungsrates wird die Investmentgesellschaft mit dem Datum der Beschlussfassung über die Liquidation bis zur Durchführung des Liquidationsbeschlusses keine Aktien des zu liquidierenden Teilfonds mehr ausgeben, zurücknehmen oder umtauschen.

IV. Nettoliquidationserlöse, die nicht bis zum Abschluss des Liquidationsverfahrens von Aktionären geltend gemacht wurden, werden von der Depotbank nach Abschluss des Liquidationsverfahrens für Rechnung der berechtigten Aktionäre bei der Caisse des Consignations im Großherzogtum Luxemburg hinterlegt, bei der diese Beträge verfallen, wenn sie nicht innerhalb der gesetzlichen Frist geltend gemacht werden.

V. Ein Teilfonds kann ebenfalls durch Beschluss der Generalversammlung liquidiert werden.

Art. 8. Wirtschaftsprüfer.

§ 36 Wirtschaftsprüfer

Die Kontrolle der Jahresberichte der Investmentgesellschaft ist einer Wirtschaftsprüfergesellschaft bzw. einem oder mehreren Wirtschaftsprüfer(n) zu übertragen, die im Großherzogtum Luxemburg zugelassen ist/sind und von der Generalversammlung ernannt wird/ werden. Der/die Wirtschaftsprüfer ist/sind für eine Dauer von bis zu sechs Jahren ernannt, kann/können wieder gewählt und jederzeit von der Generalversammlung abberufen werden.

Art. 9. Schlussbestimmungen.

§ 37 Verwendung der Erträge

I. Der Verwaltungsrat kann die in einem Teilfonds erwirtschafteten Erträge an die Aktionäre dieses Teilfonds ausschütten oder diese Erträge in dem jeweiligen Teilfonds thesaurieren. Dies findet für den jeweiligen Teilfonds in dem betreffenden Anhang zu dem Verkaufsprospekt Erwähnung.

II. Zur Ausschüttung können die ordentlichen Nettoerträge sowie realisierte Kursgewinne kommen. Ferner können die nicht realisierten Kursgewinne, sonstige Aktiva sowie, in Ausnahmefällen, auch Kapitalanteile zur Ausschüttung gelangen, sofern das Netto-Gesellschaftsvermögen aufgrund der Ausschüttung nicht unter die Mindestgrenze gemäß Artikel 3 § 7 dieser Satzung sinkt.

III. Ausschüttungen werden auf die am Ausschüttungstag ausgegebenen Aktien ausgezahlt. Ausschüttungen können ganz oder teilweise in Form von Gratisaktien vorgenommen werden. Eventuell verbleibende Bruchteile können bar ausgezahlt werden. Erträge, die fünf Jahre nach Veröffentlichung einer Ausschüttungserklärung nicht geltend gemacht wurden, verfallen zugunsten des jeweiligen Teilfonds.

IV. Ausschüttungen an Inhaber von Namensaktien erfolgen grundsätzlich durch die Reinvestition des Ausschüttungsbetrages zu Gunsten des Inhabers von Namensaktien. Sofern dies nicht gewünscht ist, kann der Inhaber von Namensaktien innerhalb von zehn Tagen nach Zugang der Mitteilung über die Ausschüttung bei der Register- und Transferstelle die Auszahlung auf das von ihm angegebene Konto beantragen. Ausschüttungen an Inhaber von Inhaberaktien erfolgen in der gleichen Weise wie die Auszahlung des Rücknahmepreises an die Inhaber von Inhaberaktien.

V. Ausschüttungen, die erklärt, aber nicht auf eine ausschüttende Inhaberaktie ausgezahlt wurden, können nach Ablauf eines Zeitraums von fünf Jahren ab der erfolgten Zahlungserklärung, vom Aktionär einer solchen Aktie nicht mehr eingefordert werden und werden dem jeweiligen Teilfondsvermögen der Investmentgesellschaft gutgeschrieben und, sofern Aktienklassen gebildet wurden, der jeweiligen Aktienklasse zugerechnet. Auf erklärte Ausschüttungen werden vom Zeitpunkt Ihrer Fälligkeit an keine Zinsen bezahlt.

§ 38 Berichte

I. Der Verwaltungsrat erstellt für die Investmentgesellschaft einen geprüften Jahresbericht sowie einen Halbjahresbericht entsprechend den gesetzlichen Bestimmungen im Großherzogtum Luxemburg. Das erste Geschäftsjahr beginnt mit dem Tag der Gründung und endet am 31. Dezember 2011.

II. Spätestens vier Monate nach Ablauf eines jeden Geschäftsjahres veröffentlicht der Verwaltungsrat einen geprüften Jahresbericht entsprechend den Bestimmungen des Großherzogtums Luxemburg. Der erste geprüfte Jahresbericht wird zum 31. Dezember 2011 erstellt.

Zwei Monate nach Ende der ersten Hälfte des Geschäftsjahres veröffentlicht der Verwaltungsrat einen ungeprüften Halbjahresbericht. Der erste ungeprüfte Halbjahresbericht wird zum 30. Juni 2011 erstellt.

III. Sofern dies für die Berechtigung zum Vertrieb in anderen Ländern erforderlich ist, können zusätzlich geprüfte und ungeprüfte Zwischenberichte erstellt werden.

§ 39 Kosten

I. Der jeweilige Teilfonds trägt die folgenden Kosten, soweit sie im Zusammenhang mit seinem Vermögen entstehen:

1. Sofern eine Verwaltungsgesellschaft bestellt wird, kann diese aus dem jeweiligen Teilfondsvermögen eine (fixe und/oder erfolgsabhängige) Vergütung erhalten, deren maximale Höhe, Berechnung und Auszahlung für den jeweiligen Teilfonds in dem betreffenden Anhang zum Verkaufsprospekt aufgeführt ist.

2. Die Depotbank erhält für die Erfüllung ihrer Aufgaben eine in Luxemburg marktübliche Vergütung. Die Höhe, Berechnung und Auszahlung ist im betreffenden Anhang zum Verkaufsprospekt aufgeführt.

3. Darüber hinaus werden der Depotbank die im Zusammenhang mit dem jeweiligen Teilfondsvermögen anfallenden eigenen Auslagen und sonstigen Kosten sowie die durch die erforderliche Inanspruchnahme Dritter entstehenden Auslagen und sonstigen Kosten erstattet.

4. Kosten, die im Zusammenhang mit dem Erwerb und der Veräußerung von Vermögensgegenständen anfallen, insbesondere bankübliche Spesen für Transaktionen in Wertpapieren und sonstigen Vermögenswerten und Rechten der Investmentgesellschaft bzw. eines Teilfonds.

5. Steuern, die auf das Vermögen der Investmentgesellschaft bzw. Teilfondsvermögen, deren Einkommen und die Auslagen zu Lasten des jeweiligen Teilfonds erhoben werden.

6. Kosten für außerordentliche, im Interesse der Aktionäre liegende Maßnahmen.

II. Die folgenden Kosten werden aus der Vergütung der Verwaltungsgesellschaft gezahlt:

1. Sofern ein Fondsmanager vertraglich verpflichtet wurde, kann dieser eine fixe und/oder erfolgsabhängige Vergütung erhalten.

2. Die Zentralverwaltungs- sowie Register- und Transferstelle erhalten für die Erfüllung ihrer Aufgaben eine in Luxemburg marktübliche Vergütung.

3. Sofern eine Vertriebsstelle vertraglich verpflichtet wurde, kann diese eine Vergütung erhalten.

4. Neben den vorgenannten Kosten werden die folgenden Kosten aus der Vergütung der Verwaltungsgesellschaft gezahlt:

- a) Kosten, die im Zusammenhang mit dem Halten von Vermögensgegenständen anfallen, insbesondere bankübliche Spesen für die Verwahrung von Wertpapieren und sonstigen Vermögenswerten und Rechten der Investmentgesellschaft bzw. eines Teilfonds, sowie die banküblichen Kosten für die Verwahrung von ausländischen Investmentanteilen im Ausland;
- b) alle fremden Verwaltungs- und Verwahrungsgebühren, die von anderen Korrespondenzbanken und/oder Clearingstellen (z.B. Clearstream Banking S.A.) für die Vermögenswerte des jeweiligen Teilfonds in Rechnung gestellt werden;
- c) die Transaktionskosten der Ausgabe und Rücknahme von Namens- und Inhaberaktien;
- d) darüber hinaus werden der Zentralverwaltungsstelle und der Register- und Transferstelle die im Zusammenhang mit dem jeweiligen Teilfondsvermögen anfallenden eigenen Auslagen und sonstigen Kosten sowie die durch die erforderliche Inanspruchnahme Dritter entstehenden Auslagen und sonstigen Kosten erstattet;
- f) Kosten für die Rechtsberatung, die der Investmentgesellschaft, der Verwaltungsgesellschaft (sofern ernannt) oder der Depotbank entstehen, wenn sie im Interesse der Aktionäre des jeweiligen Teilfonds handelt;
- g) Kosten des Wirtschaftsprüfers der Investmentgesellschaft;
- h) Kosten für die Erstellung, Vorbereitung, Hinterlegung, Veröffentlichung, den Druck und den Versand sämtlicher Dokumente für die Investmentgesellschaft, insbesondere etwaiger Anteilzertifikate sowie Ertragsschein- und Bogenerneuerungen, des Verkaufsprospektes (nebst Anhängen), der Satzung, der Jahres- und Halbjahresberichte, der Vermögensaufstellungen, der Mitteilungen an die Aktionäre, der Einberufungen, der Vertriebsanzeigen bzw. Anträge auf Bewilligung in den Ländern in denen die Aktien der Investmentgesellschaft bzw. eines Teilfonds vertrieben werden sollen, die Korrespondenz mit den betroffenen Aufsichtsbehörden;
- i) Die Verwaltungsgebühren, die für die Investmentgesellschaft bzw. einen Teilfonds bei sämtlichen betroffenen Behörden zu entrichten sind, insbesondere die Verwaltungsgebühren der Luxemburger Aufsichtsbehörde und anderer Aufsichtsbehörden sowie die Gebühren für die Hinterlegung der Dokumente der Investmentgesellschaft;
- j) Kosten, im Zusammenhang mit einer etwaigen Börsenzulassung;
- k) Kosten für die Werbung und solche, die unmittelbar im Zusammenhang mit dem Anbieten und dem Verkauf von Aktien anfallen;
- l) Versicherungskosten;
- m) Vergütungen, Auslagen und sonstige Kosten ausländischer Zahl- und Vertriebsstellen, sowie anderer im Ausland notwendig einzurichtender Stellen, die im Zusammenhang mit dem jeweiligen Teilfondsvermögen anfallen;
- n) Zinsen, die im Rahmen von Krediten anfallen, die gemäß Artikel 2 § 3 der Satzung aufgenommen werden;
- o) Auslagen eines etwaigen Anlageausschusses;
- p) Auslagen des Verwaltungsrates der Investmentgesellschaft;
- q) Kosten für die Gründung der Investmentgesellschaft bzw. einzelner Teilfonds und die Erstausgabe von Aktien;
- r) Weitere Kosten der Verwaltung einschließlich Kosten für Interessenverbände;
- s) Kosten zur Ermittlung der Aufspaltung des erzielten Anlageergebnisses in seine Erfolgsfaktoren (sog. „Performance-Attribution“);
- t) Kosten für die Bonitätsbeurteilung der Investmentgesellschaft bzw. der Teilfonds durch national und international anerkannte Rating Agenturen;
- u) angemessene Kosten für das Risikocontrolling.

III. Sämtliche Kosten werden zunächst, insofern sie nicht aus der Vergütung der Verwaltungsgesellschaft bezahlt werden, den ordentlichen Erträgen und den Kapitalgewinnen und zuletzt dem jeweiligen Teilfondsvermögen angerechnet.

IV. Die Kosten für die Gründung der Investmentgesellschaft und die Erstausgabe von Aktien wurden aus der Vergütung der Verwaltungsgesellschaft bezahlt.

V. Sämtliche der vorbezeichneten Kosten, Gebühren und Ausgaben verstehen sich zuzüglich einer gegebenenfalls anfallenden Mehrwertsteuer.

§ 40 Geschäftsjahr

Das Geschäftsjahr der Investmentgesellschaft beginnt am 1. Januar und endet am 31. Dezember eines jeden Jahres. Das erste Geschäftsjahr beginnt mit dem Tag der Gründung und endet am 31. Dezember 2011.

§ 41 Depotbank

I. Die Investmentgesellschaft hat eine Bank mit Sitz im Großherzogtum Luxemburg als Depotbank bestellt. Die Funktion der Depotbank richtet sich nach dem Gesetz vom 20. Dezember 2002, dem Depotbankvertrag, dieser Satzung sowie dem Verkaufsprospekt (nebst Anhang).

II. Die Investmentgesellschaft ist berechtigt, im eigenen Namen Ansprüche der Aktionäre gegen die Depotbank geltend zu machen. Dies schließt die Geltendmachung von Ansprüchen gegen die Depotbank durch die Aktionäre nicht aus.

§ 42 Satzungsänderung

Diese Satzung kann jederzeit durch Beschluss der Aktionäre geändert oder ergänzt werden, vorausgesetzt, dass die in dem Gesetz von 1915 vorgesehenen Bedingungen über Satzungsänderungen (Quorum und Beschlussfähigkeit) eingehalten werden.

§ 43 Allgemeines

Für alle Punkte, die in dieser Satzung nicht geregelt sind, wird auf die Bestimmungen des Gesetzes vom 10. August 1915 sowie auf das Gesetz vom 20. Dezember 2002 verwiesen.

Zeichnung des Gründungskapitals

Das Gründungskapital wird wie folgt gezeichnet:

BZ Bank Aktiengesellschaft, vorgenannt, zeichnet dreihundertzehn (310) Aktien zum Gegenwert von einunddreißigtausend (Euro 31.000,-).

Damit beträgt das Gründungskapital insgesamt einunddreißigtausend Euro (Euro 31.000,-). Die Einzahlung des gesamten Gründungskapitals wurde dem unterzeichneten Notar ordnungsgemäß nachgewiesen.

Erklärung

Der amtierende Notar erklärt, dass die in Artikel 26, 26-3 und 26-5 des Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften vorgesehenen Bedingungen erfüllt sind, und bescheinigt dies ausdrücklich.

Kosten

Die Gründungskosten welche der Investmentgesellschaft in Rechnung gestellt werden belaufen sich auf ungefähr EUR 4.000,-.

Gründungsversammlung der Investmentgesellschaft

Oben angeführter Gründungsgesellschafter, welcher das gesamte gezeichnete Gründungskapital vertritt, hat unverzüglich eine Gesellschafterversammlung, zu der er sich als rechtens einberufen bekennen, abgehalten und folgende Beschlüsse gefasst:

I. Zu Mitgliedern des Verwaltungsrates werden ernannt:

Vorsitzender: Julien Zimmer, Generalbevollmächtigter Investmentfonds, DZ PRIVATBANK S.A., wohnhaft in 11, rue Ch. F. Mersch, L-7790 Bissen, geboren in Luxemburg, am 13. Juli 1963,

Stellvertretender Vorsitzender: Dr. Ralph Stadler, Mitglied der Geschäftsleitung, BZ Bank Aktiengesellschaft, wohnhaft in Altstadtstraße 9, CH-6045 Meggen, Schweiz, geboren am 14. Juli 1960 in Montreal, Kanada,

Mitglied: Ulrich Juchem, DZ PRIVATBANK S.A., wohnhaft in Maiwiese 18, D-54340 Longuich, Deutschland / 1. Mai 1967 / Idar-Oberstein, Deutschland).

Die Mandate der Verwaltungsratsmitglieder enden mit der ordentlichen Gesellschafterversammlung des Jahres 2012.

II. Sitz der Investmentgesellschaft ist 4, rue Thomas Edison, L-1445 Strassen.

III. Zum Wirtschaftsprüfer wird ernannt:

Deloitte S.A., mit Sitz in L-2220 Luxemburg, 560, rue de Neudorf, R.C.S. Luxembourg B 67.895.

Das Mandat des Wirtschaftsprüfers endet mit der ordentlichen Gesellschafterversammlung des Jahres 2012.

Worüber Urkunde, aufgenommen wurde in Strassen, am Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung und Erklärung des Vorstehenden an die Erschienenen, welche dem unterzeichneten Notar dem Namen, Zivilstand und Wohnort nach bekannt sind, haben dieselben die gegenwärtige Urkunde mit dem Notar unterschrieben.

Gezeichnet: R. STADLER und H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 13 décembre 2010. Relation: LAC/2010/55827. Reçu soixante-quinze euros (75,- EUR).

Le Receveur (signé): F. SANDT.

FÜR GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG, der Gesellschaft auf Begehrt erteilt.

Luxemburg, den 17. Dezember 2010.

Référence de publication: 2010166796/1109.

(100193963) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2010.

Aperam, Société Anonyme, (anc. ArcelorMittal Stainless & Speciality Steels).

Siège social: L-1882 Luxembourg, 12C, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 155.908.

Rectificatif du dépôt n° L100188142 du 09.12.10

La durée du mandat des deux administrateurs, Mme Kathryn A. MATTHEWS et M. David B. BURRITT, nommés lors de l'Assemblée générale du 07 décembre 2010, a été rectifiée. Désormais, leur mandat viendra à expiration lors de l'Assemblée générale annuelle à tenir en l'an 2013.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 20 décembre 2010.

Référence de publication: 2010167712/14.

(100194508) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 décembre 2010.

Aperam, Société Anonyme,
(anc. ArcelorMittal Stainless & Speciality Steels).

Siège social: L-2930 Luxembourg, 19, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 155.908.

—
Rectificatif du dépôt n° L100188778 du 09.12.10

L'adresse des trois administrateurs suivants reste au 19 avenue de la Liberté, L-2930 Luxembourg:

M. Lakshmi N. Mittal avec adresse au 19 avenue de la Liberté, L-2930 Luxembourg

M. Aditya Mittal avec adresse au 19 avenue de la Liberté, L-2930 Luxembourg

M. Gonzalo Urquijo avec adresse au 19 avenue de la Liberté, L-2930 Luxembourg

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 20 décembre 2010.

Référence de publication: 2010167713/15.

(100194803) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 décembre 2010.

Celfloor, Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 11, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 4.544.

Plettenberg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1451 Luxembourg, 15, rue Théodore Eberhard.

R.C.S. Luxembourg B 153.311.

—
La fusion par absorption telle qu'envisagée entre Celfloor, une société anonyme ayant son siège social à 11, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 4.544, agissant en tant que société absorbante et Plettenberg S.A., une société anonyme, ayant son siège social à 15, rue Théodore Eberhard, L-1451 Luxembourg, enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 153.311, agissant en tant que société absorbée, dans l'acte notarié de projet de fusion du 11 novembre 2010, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations du 19 novembre 2010, numéro 2509, a été réalisée avec effet au 22 décembre 2010.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 décembre 2010.

Max Kremer.

Référence de publication: 2011000571/19.

(100202947) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2010.

Plettenberg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1451 Luxembourg, 15, rue Théodore Eberhard.

R.C.S. Luxembourg B 153.311.

Dreambay S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1451 Luxembourg, 15, rue Théodore Eberhard.

R.C.S. Luxembourg B 156.271.

—
La fusion par absorption telle qu'envisagée entre Plettenberg S.A., une société anonyme ayant son siège social à 15, rue Théodore Eberhard, L-1451 Luxembourg, enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 153.311, agissant en tant que société absorbante et Dreambay S.A., une société anonyme, ayant son siège social à 15, rue Théodore Eberhard, L-1451 Luxembourg, enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 156.271, agissant en tant que société absorbée, dans l'acte notarié de projet de fusion du 4 novembre 2010, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations du 15 novembre 2010, numéro 2459, a été réalisée avec effet au 16 décembre 2010.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 16 décembre 2010.

Max Kremer.

Référence de publication: 2011000574/19.

(100200955) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 décembre 2010.

AXA IM XP, Fonds Commun de Placement.

By resolution of the Board of Directors taken by circular letter dated on December 21st 2010, AXA Funds Management S.A., acting as management company of "AXA IM XP" (the "Fund"), has declared the closure of the Fund with effect as of December 29th. The Board of Directors has further resolved to appoint AXA Funds Management S.A. to act as liquidator of the Fund.

Référence de publication: 2011001263/755/8.

Chrysaor S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 671.666,00.

Siège social: L-5365 Munsbach, 9, Parc d'Activité Syrdall.

R.C.S. Luxembourg B 153.285.

EXTRAIT

En date du 24 novembre 2010, Hutton Collins Capital Partners III L.P., associé de la Société, a transféré 1.621 parts sociales détenues dans la Société à Hutton Collins Capital Partners II L.P., associé de la Société.

Suite à ces transferts, Hutton Collins Capital Partners III L.P. détient 10.520 parts sociales dans la Société et Hutton Collins Capital Partners II L.P. détient 3.648 parts sociales dans la Société.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 26 novembre 2010.

Pour la Société

Signature

Référence de publication: 2010158295/17.

(100181770) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 novembre 2010.

Creative Concept Company GmbH, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2146 Luxembourg, 63-65, rue de Merl.

R.C.S. Luxembourg B 87.429.

Extrait de cession de parts sociales

Suite à la cession de parts sociales signée en date du 4 novembre 2010, nous confirmons que l'associé de la société est désormais:

Monsieur Albert KELLENBERGER, né le 22/06/1929 à Walzenhausen (Allemagne) et demeurant au 56, Friesenwall, D-50672 Cologne, Allemagne: 100 parts sociales.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait sincère et conforme

CREATIVE CONCEPT COMPANY GmbH

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2010158296/17.

(100181965) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 novembre 2010.

Cameron Lux BRL Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Capital social: BRL 40.000,00.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 26, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 154.348.

Cameron Lux III S.à r.l., associé unique de la Société, a transféré, le 30 septembre 2010, toutes les huit cents (800) parts ayant une valeur nominale de cinquante réals brésiliens (BRL 50,-) chacune de la Société à Cameron Lux V S.à r.l.

A compter du 30 septembre 2010, l'associé unique de la Société est donc Cameron Lux V S.à r.l.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Cameron Lux BRL S.à r.l.

Bonn Schmitt Steichen

Référence de publication: 2010158298/14.

(100181940) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 novembre 2010.

Cameron LUX CAD Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Capital social: CAD 25.000,00.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 26, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 154.359.

Cameron Lux III S.à r.l., associé unique de la Société, a transféré, le 30 septembre 2010, toutes les cinq cents (500) parts ayant une valeur nominale de cinquante dollars canadiens (CAD 50,-) chacune de la Société à Cameron Lux V S.à r.l..

A compter du 30 septembre 2010, l'associé unique de la Société est donc Cameron Lux V S.à r.l.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Cameron Lux CAD S.à r.l.

Bonn Schmitt Steichen

Référence de publication: 2010158299/15.

(100181954) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 novembre 2010.

Cameron LUX EUR Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 15.000,00.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 26, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 154.383.

Cameron Lux III S.à r.l., associé unique de la Société, a transféré, le 30 septembre 2010, toutes les trois cents (300) parts ayant une valeur nominale de cinquante Euros (EUR 50,-) chacune de la Société à Cameron Lux V S.à r.l..

A compter du 30 septembre 2010, l'associé unique de la Société est donc Cameron Lux V S.à r.l.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Cameron Lux EUR S.à r.l.

Bonn Schmitt Steichen

Référence de publication: 2010158300/14.

(100181952) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 novembre 2010.

Cameron LUX GBP Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 15.000,00.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 26, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 154.385.

Cameron Lux III S.à r.l., associé unique de la Société, a transféré, le 30 septembre 2010, toutes les trois cents (300) parts ayant une valeur nominale de cinquante livres sterling (GBP 50,-) chacune de la Société à Cameron Lux V S.à r.l..

A compter du 30 septembre 2010, l'associé unique de la Société est donc Cameron Lux V S.à r.l.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Cameron Lux GBP S.à r.l.

Bonn Schmitt Steichen

Référence de publication: 2010158301/14.

(100181948) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 novembre 2010.

Cameron Lux MXN Sàrl, Société à responsabilité limitée.**Capital social: MXN 300.000,00.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 26, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 154.339.

Cameron Lux III S.à r.l., associé unique de la Société, a transféré, le 30 septembre 2010, toutes les trois cents (300) parts ayant une valeur nominale de mille mexican pesos (MXN 1.000,-) chacune de la Société à Cameron Lux V S.à r.l..

A compter du 30 septembre 2010, l'associé unique de la Société est donc Cameron Lux V S.à r.l.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Cameron Lux MXN S.à r.l.

Bonn Schmitt Steichen

Référence de publication: 2010158302/14.

(100181947) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 novembre 2010.

Cameron Lux MYR Sàrl, Société à responsabilité limitée.**Capital social: MYR 80.000,00.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 26, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 154.350.

Cameron Lux III S.à r.l., associé unique de la Société, a transféré, le 30 septembre 2010, toutes les mille six cents (1.600) parts ayant une valeur nominale de cinquante ringgit malaysiens (MYR 50,-) chacune de la Société à Cameron Lux V S.à r.l..

A compter du 30 septembre 2010, l'associé unique de la Société est donc Cameron Lux V S.à r.l.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Cameron Lux MYR S.à r.l.

Bonn Schmitt Steichen

Référence de publication: 2010158303/15.

(100181945) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 novembre 2010.

Cameron LUX NOK Sàrl, Société à responsabilité limitée.**Capital social: NOK 120.000,00.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 26, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 154.384.

Cameron Lux III S.à r.l., associé unique de la Société, a transféré, le 30 septembre 2010, toutes les cent vingt (120) parts ayant une valeur nominale de mille couronnes norvégiennes (NOK 1.000,-) chacune de la Société à Cameron Lux V S.à r.l..

A compter du 30 septembre 2010, l'associé unique de la Société est donc Cameron Lux V S.à r.l.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Cameron Lux NOK S.à r.l.

Bonn Schmitt Steichen

Référence de publication: 2010158304/15.

(100181944) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 novembre 2010.

Cameron Lux USD Sàrl, Société à responsabilité limitée.**Capital social: USD 18.000,00.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 26, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 154.347.

Cameron Lux III S.à r.l., associé unique de la Société, a transféré, le 30 septembre 2010, toutes les trois cent soixante (360) parts ayant une valeur nominale de cinquante US Dollars (USD 50,-) chacune de la Société à Cameron Lux V S.à r.l..

A compter du 30 septembre 2010, l'associé unique de la Société est donc Cameron Lux V S.à r.l.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Cameron Lux USD S.à r.l.
Bonn Schmitt Steichen

Référence de publication: 2010158305/15.

(100181942) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 novembre 2010.

CFT International S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 26, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 78.891.

—
EXTRAIT

Il résulte d'une décision de l'associé unique que:

- Le siège social de la société à été déplacé avec effet immédiat du 28, Côte d'Eich, L1450 Luxembourg (ancienne adresse) au 26 Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg.

Luxembourg, le 15 novembre 2010.

Pour extrait conforme

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2010158306/15.

(100181826) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 novembre 2010.

Dom Quichotte S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 13.000,00.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 96.808.

Suite aux cessions de parts intervenues en date du 16 novembre 2010 entre Le Cordon Bleu Investments Holding S.à r.l. et Yann Ku Fu Yin Limited les 13 parts sociales de la Société sont désormais réparties comme suit:

- Yann Ku Fu Yin Limited établie 31/F The Center, 99 Queen's Road Central, Hong Kong, détient 13 parts sociales d'une valeur nominale EUR 1,000.00.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Dom Quichotte SARL

Représentée par Marco Weijermans

Gérant de catégorie A

Référence de publication: 2010158309/16.

(100181779) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 novembre 2010.

Etive Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 16, boulevard Emmanuel Servais.

R.C.S. Luxembourg B 150.154.

—
Extrait du Procès-verbal de la réunion du Conseil d'Administration tenue le 18 octobre 2010

Démission de Sébastien Dodo en tant qu'administrateur de la Société et ce, avec effet immédiat.

Cooptation de Monsieur Reinald Loutsch, demeurant professionnellement au 16, boulevard Emmanuel Servais L-2535 Luxembourg, en remplacement de Monsieur Sébastien Dodo, administrateur démissionnaire.

Le nouvel administrateur terminera le mandat de son prédécesseur.

Cette cooptation sera soumise à ratification lors de la prochaine assemblée générale annuelle de 2011.

POUR EXTRAIT SINCERE ET CONFORME

Signature

Un Mandataire

Référence de publication: 2010158311/16.

(100181999) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 novembre 2010.

Espace Intérieur S. à r. l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-5550 Remich, 37, rue de Macher.

R.C.S. Luxembourg B 145.499.

Extrait de la décision des associés adoptée le 19 novembre 2010

Conformément à la cession de parts sociales du 19 novembre 2010, Mme SCHMIT Anne-Marie, avec adresse à 36 rue de Luxembourg L-3360 Leudelange a vendu 49 parts sociales détenues dans la Société à Mme STEFFEN Jeanne-Marie demeurant à 9 rue Heisburgerhof L-5402 Assel. Mme STEFFEN Jeanne-Marie détient donc la totalité des parts.

Luxembourg, le 19 novembre 2010.

Pour extrait sincère et conforme

ESPACE INTERIEUR SARL

Représenté par Mme Marie-Jeanne STEFFEN

Gérant

Référence de publication: 2010158312/17.

(100181636) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 novembre 2010.

Estate Union Development S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 16, boulevard Emmanuel Servais.

R.C.S. Luxembourg B 112.762.

Le 9 novembre 2010, Madame Elise LETHUILLIER, Messieurs Marc AMBROISIEN et Reinald LOUTSCH ont démissionné avec effet immédiat de leur mandat d'Administrateur de la société.

A la même date, Fiduciaire Simmer & Lereboulet S.A., ayant son siège social au 18 Rue de la Chapelle, L-8017 Strassen, a démissionné avec effet immédiat de son poste de Commissaire aux Comptes de la société.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 9 novembre 2010.

Pour la Société

Banque Privée Edmond de Rothschild Europe

Signature

Le domiciliataire

Référence de publication: 2010158313/17.

(100182009) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 novembre 2010.

EUFICO, European Financial Company, Société Anonyme.

Siège social: L-2227 Luxembourg, 23, avenue de la Porte-Neuve.

R.C.S. Luxembourg B 11.412.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire qui s'est tenue le 1^{er} juin 2010 à 11.00 heures à Luxembourg 23, avenue de la Porte - Neuve

- L'Assemblée Générale Statutaire décide à l'unanimité de renouveler les mandats d'Administrateurs de Messieurs C. PAPADIMITRIOU et T. LANARAS, de FIDUPAR, représentée par Monsieur Noël DIDIER, et de COSAFIN S.A. représentée par Monsieur Jacques BORDET et du Commissaire aux Comptes, FIDUCIAIRE HRT

- Leurs mandats viendront à échéance à l'issue de l'Assemblée Générale approuvant les comptes arrêtés au 31 décembre 2010.

Pour copie conforme

Signatures

Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2010158314/17.

(100181376) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 novembre 2010.

Eurotrust, Société Anonyme.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 33, allée Scheffer.
R.C.S. Luxembourg B 86.381.

Je soussigné, Monsieur Julien KAZMIERCZAK, demeurant au 8, rue Saint Pierre, F-57190 Florange, démissionne avec effet immédiat de mon poste d'administrateur dans la société EUROTRUST, avec siège social au 33, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg et enregistrée sous le numéro RCSL n° B 86.381.

Luxembourg, le 29 novembre 2010.

Julien KAZMIERCZAK.

Référence de publication: 2010158315/11.

(100181371) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 novembre 2010.

Floc S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6974 Niederanven, 10, Zone Industrielle de Bombicht.
R.C.S. Luxembourg B 41.444.

Madame Béa STEPHANY démissionne en sa qualité de gérante technique.

Monsieur Marc WAGNER demeurant 124, rue Albert Unden, L-2652 Luxembourg est nommé gérant unique pour une durée indéterminée et peut par sa seule signature engager la société.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg le, 23 novembre 2010.

Pour extrait conforme

FLOC SARL

FIDUCIAIRE DES P.M.E. SA

Signature

Référence de publication: 2010158318/16.

(100181582) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 novembre 2010.

Global Select Sicav, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2-8, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 60.611.

Le conseil d'administration de la société a décidé d'élire Thomas Miguel Reeg, ayant son adresse au Seefeldstrasse 2749, CH-8008 Zurich, Suisse, comme administrateur en remplacement de Pavlos Bailas, administrateur démissionnaire avec effet au 7 octobre 2010.

Luxembourg, le 26 novembre 2010.

Brown Brothers Harriman (Luxembourg) S.C.A.

Signature

Référence de publication: 2010158319/13.

(100182055) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 novembre 2010.

Green Planet S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 19, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 142.409.

Je, soussigné,

Monsieur Kustura Ivo

Demeurant professionnellement 19, rue Eugène Ruppert, L-245 Luxembourg

Né le 20 septembre 1969 à JAJCE (Bosnie Herzégovine)

Démissionne, par la présente, du mandat de gérant de la société à responsabilité limitée:

GREEN PLANET S.A.

ayant son siège social au 19, Rue Eugène Ruppert à L-2453 Luxembourg,

enregistrée au R.C.S Luxembourg B 142409

Date effective: le 15 septembre 2010

Fait à Luxembourg, le 23/08/2010.

Kustura Ivo

Référence de publication: 2010158321/17.

(100182069) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 novembre 2010.

H 96 Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont.

R.C.S. Luxembourg B 57.179.

Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale ordinaire des actionnaires tenue au siège social à Luxembourg, le 18 novembre 2010

La nouvelle adresse de l'administrateur Jacopo ROSSI est 60 Grand-Rue, L-1660 Luxembourg.

Pour extrait sincère et conforme
H 96 HOLDING S.A.
Régis DONATI
Administrateur

Référence de publication: 2010158322/14.

(100181915) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 novembre 2010.

Herinvest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2227 Luxembourg, 23, avenue de la Porte-Neuve.

R.C.S. Luxembourg B 95.149.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire qui s'est tenue le 15 octobre 2010 à 11.00 heures à Luxembourg

- Les mandats des administrateurs et du Commissaire aux Comptes viennent à échéance à la présente Assemblée.
- L'Assemblée Générale décide à l'unanimité de renouveler les mandats de MM. Joseph WINANDY, Koen LOZIE, 61 Grand-Rue à L 8510 Redange-sur-Attert et COSAFIN S.A., 23, Avenue de la Porte-Neuve, L-2227 Luxembourg, représentée par M. Jacques BORDET, 10, Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, Administrateurs ainsi que de Monsieur Pierre SCHILL, Commissaire aux Comptes.

Les mandats des Administrateurs et du Commissaire aux Comptes viendront à échéance à l'issue de l'Assemblée Générale qui statuera sur les comptes annuels arrêtés au 30.06.2011.

Pour copie certifiée conforme
J. WINANDY / K. LOZIE
Président / Administrateur

Référence de publication: 2010158324/18.

(100181377) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 novembre 2010.

Invista Real Estate Opportunity Fund Etoy Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Capital social: CHF 23.583,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 19, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 136.761.

Extrait des résolutions prises par l'Assemblée Générale Extraordinaire des Associés en date du 16 septembre 2010:

Acceptation de la démission, avec effet au 15 septembre 2010, de Monsieur Kustura Ivica, gérant de la société.

Nomination, avec effet immédiat, de Madame Herber Claudia, employée privée, née le 6 septembre 1965 à Irmenach (Allemagne) résidant professionnellement au 19, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, nouveau gérant de la société pour une durée indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations

Signature
Le Mandataire

Référence de publication: 2010158325/16.

(100182046) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 novembre 2010.

iDbyMe, Société Anonyme.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 11B, boulevard Joseph II.

R.C.S. Luxembourg B 154.236.

EXTRAIT

Monsieur Yi Ping Joey Chou, demeurant Fuxing Xi Lu 49 long, #9, 200033 Shangai, Chine, a notifié au Conseil d'Administration de la société anonyme iDbyMe RCS n° B 154236, 11b, boulevard Joseph II, L-1840 Luxembourg, sa démission en date du 11 novembre 2010.

La fin de son mandat a pris effet à compter de l'assemblée générale notariée du 19 novembre 2010.

Pour extrait certifié conforme

Signature

Mandataire

Référence de publication: 2010158388/15.

(100182271) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 novembre 2010.

Raumstudio Falter Luxemburg Sarl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5471 Wellenstein, 66, rue de Remich.

R.C.S. Luxembourg B 97.465.

Les comptes annuels au 31.12.2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FIDUCIAIRE ROLAND KOHN

259 ROUTE D'ESCH

L-1471 LUXEMBOURG

Signature

Référence de publication: 2010158390/13.

(100182508) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 novembre 2010.

rELoC DC-1 S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 1, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 87.717.

Le Bilan au 31 décembre 2009 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 26 novembre 2010.

TMF Management Luxembourg S.A.

Signatures

Domiciliaire

Référence de publication: 2010158391/13.

(100182322) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 novembre 2010.

Alimentation LUSITANEA S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6720 Grevenmacher, 19, rue de l'Eglise.

R.C.S. Luxembourg B 101.274.

Les comptes annuels au 31/12/2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2010158392/10.

(100182401) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 novembre 2010.

ArchiGest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4221 Esch-sur-Alzette, 86, rue de Luxembourg.
R.C.S. Luxembourg B 146.937.

Le bilan au 31 décembre 2009 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 29/11/2010.

Signature.

Référence de publication: 2010158393/10.

(100182512) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 novembre 2010.

Archstone Management Germany S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 127.469.

Le Bilan au 31.12.2009 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2010158394/10.

(100182730) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 novembre 2010.

Investimmo International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8041 Strassen, 65, rue des Romains.
R.C.S. Luxembourg B 146.298.

Extrait du procès verbal des décisions prises par l'Assemblée Générale Ordinaire en date du 23 juillet 2010

Deuxième résolution

L'Assemblée décide de nommer au poste de Commissaire aux Comptes en remplacement de la société TAXIOMA SARL, la société CLAP SARL, établie au 8, Boulevard de la Foire L-1528 Luxembourg.

Sixième résolution

L'Assemblée décide de transférer le siège social de la société du 65, rue des Romains L-8041 Strassen au 182, route d'Arlon L-8010 Strassen, à compter du 15 mai 2010.

Strassen, le 24 juillet 2010.

Pour extrait conforme
Guillaume Bernard
Expert-comptable

Référence de publication: 2010158332/18.

(100182002) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 novembre 2010.

Joint S.A., Société Anonyme.

R.C.S. Luxembourg B 42.908.

EXTRAIT

Le siège social de la société JOINT SA, RCS n° B 42.908 auprès de la société International Corporate Activities S.A., Société Anonyme à L - 1219 Luxembourg, 23, rue Beaumont est dénoncé avec effet immédiat.

Luxembourg, le 26 novembre 2010.

POUR EXTRAIT CONFORME
POUR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION
Signature

Référence de publication: 2010158333/13.

(100182059) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 novembre 2010.

LaSalle Torius S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 133.920,00.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 41, avenue de la Liberté.
R.C.S. Luxembourg B 136.994.

—
EXTRAIT

Il résulte d'une résolution de l'associé unique prise en date du 19 avril 2010 qu'a été nommé aux fonctions de gérant de la société avec effet au 20 avril 2010:

- Monsieur Marc Schintgen, demeurant professionnellement à 45-Tawioun, L-2612 Luxembourg, et ce pour une durée indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2010158338/17.

(100181618) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 novembre 2010.

Levor S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.
R.C.S. Luxembourg B 82.083.

—
Extrait des résolutions de l'Associé Unique prises le 12 Novembre 2010

Le 12 Novembre 2010, l'Associé Unique de Levor SARL ("la Société"), a pris la résolution suivante:

- D'accepter la démission de Doeke van der Molen de sa fonction de Gérant de la Société et ce avec effet au 12 novembre 2010;

- De nommer Christelle Ferry, ayant son adresse professionnelle au 2-8 avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, en qualité de Gérante de la Société avec effet au 12 Novembre, 2010 et pour une durée indéterminée.

Luxembourg, le 12 Novembre 2010.

Christelle Ferry

Gérante

Référence de publication: 2010158339/16.

(100181934) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 novembre 2010.

Terold S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1660 Luxembourg, 84, Grand-rue.
R.C.S. Luxembourg B 85.394.

—
EXTRAIT

En date du 8 avril 2010, SIF Investment Company Limited, Stockerstrasse 23, CH-8002 Zürich détenteur à titre fiduciaire de 8.900 parts sociales de Classe A1 dans la Terold S.à.r.l., a cédé ses 8.900 parts sociales Classe A1 aux associés bénéficiaires économiques suivants:

EM Equities NZ Limited Partnership 280 Parnell Road, Level 3 Parnell-Auckland		
Nouvelle Zélande	parts sociales A1	900
Lagel Ltd Vanterpool Plaza, 2 nd Floor, Wickhams Cay 1 Road Town,		
Tortola, Iles Vierges Britanniques	parts sociales A1	1.600
Athenea International Holding Limited Vanterpool Plaza, 2 nd Floor, Wickhams		
Cay 1 Road Town Tortola Iles Vierges Britanniques	parts sociales A1	1.200
Global Titanium Inversiones SCA 444, 25 de Mayo CP 11000		
Montevideo Uruguay	parts sociales A1	3.000
Davos Investments Limited Intertrust Building, The Valley, Anguilla Anguilla	parts sociales A1	200
Orchid Investments Limited Intertrust Building, The Valley, Anguilla, Anguilla	parts sociales A1	300
Monsieur Jacques BEMBERG Avenue Elysée 38 1006 Lausanne, Suisse	parts sociales A1	500
Monsieur Stanislas Poniatowski El Majal 104, An-Nakhil,		
La Palmeraie 40000 Marrakech, Maroc	parts sociales A1	1.200

Luxembourg, le 30 novembre 2010.

Jean-Benoît Lachaise.

Référence de publication: 2010159280/25.

(100182811) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 novembre 2010.

LCH Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 16, boulevard Emmanuel Servais.

R.C.S. Luxembourg B 156.952.

—
STATUTES

In the year two thousand ten, on the sixteenth day of November.

Before us Maître Gérard LECUIT, notary residing in Luxembourg.

There appeared:

L.C.H. Investments N.V., a company incorporated under the law of Curaçao, with registered office at Curaçao, John B. Gorsiraweg, 14, Curaçao (Company Register of Curaçao under the number 4820), here represented by Mr Francis NILLES, private employee, residing in Luxembourg, by virtue of a proxy established on November 15, 2010.

The said proxy, signed "ne varietur" by the person appearing and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed to be filed with the registration authorities.

Such appearing party, represented as thereabove mentioned, has requested the undersigned notary to inscribe as follows the articles of association of a société à responsabilité limitée unipersonnelle:

Art. 1^{er}. There is formed a private limited liability company (société à responsabilité limitée) which will be governed by the laws pertaining to such an entity (hereafter the "Company"), and in particular the law dated 10th August, 1915, on commercial companies, as amended (hereafter the "Law"), as well as by the articles of association (hereafter the "Articles"), which specify in the articles 7, 10, 11 and 14 the exceptional rules applying to one member company.

Art. 2. The corporation may carry out all transactions pertaining directly or indirectly to the acquiring of participating interests in any enterprises in whatever form and the administration, management, control and development of those participating interests.

In particular, the corporation may use its funds for the establishment, management, development and disposal of a portfolio consisting of any securities and patents of whatever origin, and participate in the creation, development and control of any enterprise, the acquisition, by way of investment, subscription, underwriting or option, of securities and patents, to realize them by way of sale, transfer, exchange or otherwise develop such securities and patents, grant to other companies or enterprises in which the company has a participating interest or which form a part of the group of companies to which the Company belongs such as, any assistance, loans, advances and guarantees.

The corporation may also carry out any commercial, industrial or financial operations, any transactions in respect of real estate or moveable property, which the corporation may deem useful to the accomplishment of its purposes.

Art. 3. The Company is formed for an unlimited period of time.

Art. 4. The Company will have the name "LCH Investments S.à r.l.".

Art. 5. The registered office is established in Luxembourg.

It may be transferred to any other place in the Grand-Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its partners deliberating in the manner provided for amendments to the Articles.

The address of the registered office may be transferred within the municipality by simple decision of the manager or in case of plurality of managers, by a decision of the board of managers.

The Company may have offices and branches, both in Luxembourg and abroad.

Art. 6. The capital is set at EIGHTEEN THOUSAND UNITED DOLLARS (18,000.- USD) divided into ONE HUNDRED AND EIGHTY (180) shares of ONE HUNDRED UNITED DOLLARS (100.- USD) each.

Art. 7. The capital may be changed at any time by a decision of the single partner or by decision of the partners' meeting, in accordance with article 14 of these Articles.

Art. 8. Each share entitles to a fraction of the corporate assets and profits of the Company in direct proportion to the number of shares in existence.

Art. 9. Towards the Company, the Company's shares are indivisible, since only one owner is admitted per share. Joint co-owners have to appoint a sole person as their representative towards the Company.

Art. 10. In case of a single partner, the Company's shares held by the single partner are freely transferable.

In the case of plurality of partners, the shares held by each partner may be transferred by application of the requirements of article 189 of the Law.

Art. 11. The Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, insolvency or bankruptcy of the single partner or of one of the partners.

Art. 12. The Company is managed by one or more managers. If several managers have been appointed, they will constitute a board of managers. The manager(s) need not to be partners. The manager(s) may be revoked ad nutum.

In dealing with third parties, the manager(s) will have all powers to act in the name of the Company in all circumstances and to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's objects and provided the terms of this article 12 shall have been complied with.

All powers not expressly reserved by Law or the present Articles to the general meeting of partners fall within the competence of the manager, or in case of plurality of managers, of the board of managers.

The Company shall be bound by the sole signature of its single manager, and, in case of plurality of managers, by the sole signature of any of the members of the board of managers.

The manager, or in case of plurality of managers, the board of managers may sub-delegate his powers for specific tasks to one or several ad hoc agents.

The manager, or in case of plurality of managers, the board of managers will determine this agent's responsibilities and remuneration (if any), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of his agency.

In case of plurality of managers, the resolutions of the board of managers shall be adopted by the majority of the managers present or represented.

Art. 13. The manager or the managers (as the case may be) assume, by reason of his/their position, no personal liability in relation to any commitment validly made by him/them in the name of the Company.

Art. 14. The single partner assumes all powers conferred to the general partner meeting.

In case of a plurality of partners, each partner may take part in collective decisions irrespectively of the number of shares which he owns. Each partner has voting rights commensurate with his shareholding. Collective decisions are only validly taken insofar as they are adopted by partners owning more than half of the share capital.

However, resolutions to alter the Articles of the Company may only be adopted by the majority of the partners owning at least three quarter of the Company's share capital, subject to the provisions of the Law.

Art. 15. The Company's year starts on the 1st of January and ends on the 31st of December, with the exception of the first year, which shall begin on the date of the formation of the Company and shall terminate on the 31st of December 2010.

Art. 16. Each year, with reference to 31st of December, the Company's accounts are established and the manager, or in case of plurality of managers, the board of managers prepare an inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities.

Each partner may inspect the above inventory and balance sheet at the Company's registered office.

Art. 17. The gross profits of the Company stated in the annual accounts, after deduction of general expenses, amortisation and expenses represent the net profit. An amount equal to five per cent (5%) of the net profits of the Company is allocated to a statutory reserve, until this reserve amounts to ten per cent (10%) of the Company's nominal share capital.

The balance of the net profits may be distributed to the partner(s) commensurate to his/ their share holding in the Company.

Art. 18. At the time of winding up the Company the liquidation will be carried out by one or several liquidators, partners or not, appointed by the partners who shall determine their powers and remuneration.

Art. 19. Reference is made to the provisions of the Law for all matters for which no specific provision is made in these Articles.

Subscription - Payment

The share quotas have been subscribed by L.C.H. Investments N.V. prenamed, which is the sole partner of the company.

The share quotas have been fully paid up in cash, so that the sum of EIGHTEEN THOUSAND UNITED DOLLARS (18,000.- USD) is now available to the company, proof of which has been given to the undersigned notary who acknowledges it.

Estimate

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of its formation are estimated at approximately ONE THOUSAND AND ONE HUNDRED EURO (1,100.- EUR).

Resolutions of the sole partner

1) The company will be administered by one manager:

L.C.H. Investments N.V. prenamed.

The duration of his mandate is unlimited and he has the power to bind the company by his sole signature.

2) The address of the corporation is in L-2535 Luxembourg, 16, boulevard Emmanuel Servais.

Declaration

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English followed by a French version. On request of the same appearing person and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

WHEREOF, the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the person appearing, who is known to the notary by his surname, first name, civil status and residence, the said person signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mil dix, le seize novembre.

Par-devant Maître Gérard LECUIT, notaire de résidence à Luxembourg.

A COMPARU:

L.C.H. Investments N.V., une société de droit de Curaçao, ayant son siège social à Curaçao, John B. Gorsiraweg, 14, Curaçao (Registre de Commerce de Curaçao sous le numéro 4820),

ici représentée par Monsieur Francis NILLES, employé privé, demeurant professionnellement à Luxembourg,

en vertu d'une procuration sous seing privé donnée le 15 novembre 2010.

Laquelle procuration restera, après avoir été signée "ne varietur" par le comparant et le notaire instrumentant, annexée aux présentes pour être formalisée avec elles.

Laquelle comparante, représentée comme dit ci-avant, a requis le notaire instrumentant de dresser acte d'une société à responsabilité limitée unipersonnelle dont elle a arrêté les statuts comme suit:

Art. 1^{er}. Il est formé une société à responsabilité limitée qui sera régie par les lois relatives à une telle entité (ci-après "La Société"), et en particulier la loi du 10 août 1915 relative aux sociétés commerciales, telle que modifiée (ci-après "La Loi"), ainsi que par les statuts de la Société (ci-après "les Statuts"), lesquels spécifient en leurs articles 7, 10, 11 et 14, les règles exceptionnelles s'appliquant à la société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Art. 2. La société a pour objet toutes les opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans toute entreprise, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations.

Elle pourra notamment employer ses fonds à la création, à la gestion, à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres et brevets de toute origine, participer à la création, au développement et au contrôle de toute entreprise, acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, tous titres et brevets, les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement, faire mettre en valeur ces affaires et brevets, accorder à d'autres sociétés ou entreprises dans lesquelles la société détient une participation ou qui font partie du même groupe de sociétés que la société, tous concours, prêts, avances ou garanties.

La société pourra aussi accomplir toutes opérations commerciales, industrielles ou financières, ainsi que tous transferts de propriété immobiliers ou mobiliers.

Art. 3. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. La Société aura la dénomination "LCH Investments S.à r.l."

Art. 5. Le siège social est établi à Luxembourg.

Il peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une délibération de l'assemblée générale extraordinaire des associés délibérant comme en matière de modification des statuts.

L'adresse du siège sociale peut-être déplacée à l'intérieur de la commune par simple décision du gérant, ou en cas de pluralité de gérants, du conseil de gérance.

La Société peut avoir des bureaux et des succursales tant au Luxembourg qu'à l'étranger.

Art. 6. Le capital social est fixé à la somme de DIX-HUIT MILLE DOLLARS DES ETATS-UNIS (18.000.- USD) représenté par CENT QUATRE-VINGT (180) parts sociales de CENT DOLLARS DES ETATS UNIS (100.- USD) chacune.

Art. 7. Le capital peut être modifié à tout moment par une décision de l'associé unique ou par une décision de l'assemblée générale des associés, en conformité avec l'article 14 des présents Statuts.

Art. 8. Chaque part sociale donne droit à une fraction des actifs et bénéfices de la Société, en proportion directe avec le nombre des parts sociales existantes.

Art. 9. Envers la Société, les parts sociales sont indivisibles, de sorte qu'un seul propriétaire par part sociale est admis. Les copropriétaires indivis doivent désigner une seule personne qui les représente auprès de la Société.

Art. 10. Dans l'hypothèse où il n'y a qu'un seul associé les parts sociales détenues par celui-ci sont librement transmissibles.

Dans l'hypothèse où il y a plusieurs associés, les parts sociales détenues par chacun d'entre eux ne sont transmissibles que moyennant l'application de ce qui est prescrit par l'article 189 de la Loi.

Art. 11. La Société ne sera pas dissoute par suite du décès, de la suspension des droits civils, de l'insolvabilité ou de la faillite de l'associé unique ou d'un des associés.

Art. 12. La Société est gérée par un ou plusieurs gérants. Si plusieurs gérants sont nommés, ils constitueront un conseil de gérance. Le(s) gérants ne sont pas obligatoirement associés. Le(s) gérant(s) sont révocables ad nutum.

Dans les rapports avec les tiers, le(s) gérant(s) aura(ont) tous pouvoirs pour agir au nom de la Société et pour effectuer et approuver tous actes et opérations conformément à l'objet social et pourvu que les termes du présent article aient été respectés.

Tous les pouvoirs non expressément réservés à l'assemblée générale des associés par la Loi ou les présents Statuts seront de la compétence du gérant et en cas de pluralité de gérants, du conseil de gérance.

La Société sera engagée par la seule signature du gérant unique, et, en cas de pluralité de gérants, par la signature individuelle de chacun des membres du conseil de gérance.

Le gérant, ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance, peut subdéléguer une partie de ses pouvoirs pour des tâches spécifiques à un ou plusieurs agents ad hoc.

Le gérant, ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance, déterminera les responsabilités et la rémunération (s'il en est) de ces agents, la durée de leurs mandats ainsi que toutes autres conditions de leur mandat.

En cas de pluralité de gérants, les résolutions du conseil de gérance seront adoptées à la majorité des gérants présents ou représentés.

Art. 13. Le ou les gérants ne contractent à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société.

Art. 14. L'associé unique exerce tous pouvoirs qui lui sont conférés par l'assemblée générale des associés.

En cas de pluralité d'associés, chaque associé peut prendre part aux décisions collectives, quelque soit le nombre de parts qu'il détient. Chaque associé possède des droits de vote en rapport avec le nombre des parts détenues par lui. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles soient adoptées par des associés détenant plus de la moitié du capital.

Toutefois, les résolutions modifiant les Statuts de la Société ne peuvent être adoptées que par une majorité d'associés détenant au moins les trois quarts du capital social, conformément aux prescriptions de la Loi.

Art. 15. L'année sociale commence le premier janvier et se termine le 31 décembre, à l'exception de la première année qui débutera à la date de constitution et se terminera le 31 décembre 2010.

Art. 16. Chaque année, au trente et un décembre, les comptes de la Société sont établis et le gérant, ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance, prépare un inventaire comprenant l'indication de la valeur des actifs et passifs de la Société.

Tout associé peut prendre connaissance desdits inventaires et bilan au siège social.

Art. 17. Les profits bruts de la Société repris dans les comptes annuels, après déduction des frais généraux, amortissements et charges constituent le bénéfice net. Sur le bénéfice net, il est prélevé cinq pour cent pour la constitution d'un fonds de réserve jusqu'à ce que celui-ci atteigne dix pour cent du capital social.

Le solde des bénéfices nets peut être distribué aux associés en proportion avec leur participation dans le capital de la Société.

Art. 18. Au moment de la dissolution de la Société, la liquidation sera assurée par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par les associés qui détermineront leurs pouvoirs et rémunérations.

Art. 19. Pour tout ce qui ne fait pas l'objet d'une prévision spécifique par les présents Statuts, il est fait référence à la Loi.

Souscription - Libération

Les parts sociales ont été souscrites par L.C.H. Investments N.V. préqualifié, qui est l'associé unique de la société.

Toutes les parts sociales ont été intégralement souscrites et libérées par des versements en espèces, de sorte que la somme de DIX HUIT MILLE DOLLARS DES ETATS-UNIS (18.000.- USD) se trouve dès maintenant à la disposition de la société, ce dont il a été justifié au notaire instrumentant qui le constate expressément.

Frais

Le comparant a évalué le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution à environ MILLE CENT EUROS (1.100.- EUR).

Décisions de l'associé unique

- 1) La société est administrée par un gérant:
L.C.H. Investments N.V. préqualifiée.
La durée de son mandat est illimitée et il a le pouvoir d'engager la société par sa signature individuelle.
- 2) L'adresse du siège social est fixée à L-2535 Luxembourg, 16, boulevard Emmanuel Servais.

Déclaration

Le notaire soussigné, qui a personnellement la connaissance de la langue anglaise, déclare que le comparant l'a requis de documenter le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française, et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, connu du notaire par ses noms, prénoms, état et demeure, celui-ci a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: F. NILLES, G. LECUIT.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 22 novembre 2010. Relation: LAC/2010/51372. Reçu soixante-quinze euros (EUR 75,-).

Le Receveur (signé): F. SANDT.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30 novembre 2010.

Référence de publication: 2010158142/231.

(100182444) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 novembre 2010.

Bâloise Vie Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8070 Bertrange, 23, rue du Puits Romain.

R.C.S. Luxembourg B 54.686.

Bâloise Europe Vie S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8070 Bertrange, 23, rue du Puits Romain.

R.C.S. Luxembourg B 45.918.

Résolutions des conseils d'administration sous forme circulaire

Les membres des Conseils d'Administration de Bâloise Vie Luxembourg SA. et Bâloise Europe Vie S.A. prennent les résolutions suivantes:

Première résolution

PROJET DE FUSION

Les Conseils d'administration de:

1. Bâloise Vie Luxembourg S.A., une société anonyme de droit luxembourgeois, établie et ayant son siège social à L-8070 Bertrange, 23, rue du Puits Romain, Bourmicht, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 54 686 et

2. Bâloise Europe Vie S.A., une société anonyme de droit luxembourgeois, établie et ayant son siège social à L-8070 Bertrange, 23, rue du Puits Romain, Bourmicht, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 45 918,

ci-après dénommées collectivement les "Sociétés fusionnantes":

Décident de regrouper les sociétés Bâloise Vie Luxembourg S.A. et Bâloise Europe Vie S.A., préqualifiées, au travers d'un processus de fusion par voie d'absorption sans liquidation de la société Bâloise Europe Vie S.A., conformément au droit luxembourgeois, le tout conformément aux dispositions de la section XIV de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.

Le capital social émis de Bâloise Europe Vie SA. à la date du présent Projet de fusion s'élève à 10.680.320.- EUR (dix millions six cent quatre vingt mille trois cent vingt Euros) et est divisé en 38.144 (trente huit mille cent quarante quatre) actions sans désignation de valeur nominale.

L'exercice social de chacune des Sociétés fusionnantes coïncide avec l'année civile. Les comptes annuels de Bâloise Europe Vie S.A. pour l'exercice se clôturant au 31 décembre 2010 seront approuvés par l'Assemblée générale des actionnaires après avoir été préalablement discutés et approuvés par le Conseil d'administration.

Aucune des Sociétés fusionnantes n'a été dissoute, n'a été déclarée en faillite ou n'est en situation de cessation de paiements, et toutes les actions émises représentant le capital des Sociétés fusionnantes ont été entièrement libérées.

1. Sociétés fusionnantes.

- La société Bâloise Vie Luxembourg S.A., une société anonyme de droit luxembourgeois, établie et ayant son siège social à L-8070 Bertrange, 23, rue du Puits Romain, Bourmicht, Inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 54 686, au capital social de 22.000.000 EUR (vingt-deux millions Euros), représenté par 36.000 (trente-six mille) actions sans désignation de valeur nominale et

- la société Bâloise Europe Vie S.A., une société anonyme de droit luxembourgeois, établie et ayant son siège social à L-8070 Bertrange, 23, rue du Puits Romain, Bourmicht, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 45 918, au capital social de 10.680.320 EUR (dix millions six cent quatre vingt mille trois cent vingt Euros), représenté par 38.144 (trente-huit mille cent quarante-quatre) actions sans désignation de valeur nominale.

Aucun autre titre donnant droit de vote ou donnant des droits spéciaux n'a été émis par les sociétés prémentionnées.

2. Fusion. La société anonyme Bâloise Europe Vie S.A. fusionnera avec la société Bâloise Vie Luxembourg S.A. par voie d'absorption sans liquidation de Bâloise Europe Vie S.A. par Bâloise Vie Luxembourg SA conformément aux dispositions de la section XIV de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les Sociétés commerciales, et aux termes et conditions contenues dans le présent Projet de fusion et rapport écrit détaillé.

Lors de la prise d'effet de la fusion, tous les actifs et les passifs de Bâloise Europe Vie S.A., tels qu'ils existeront à la date d'effet, telle que définie ci-dessous, seront transférés de plein droit à Bâloise Vie Luxembourg S.A.

De même, à partir de cette même date, tous les droits et obligations de la société absorbée vis-à-vis des tiers seront pris en charge par la société absorbante. La société absorbante assumera en particulier toutes les dettes comme ses dettes propres et toutes les obligations de paiement de la société absorbée. Les droits et créances de la société absorbée seront transférés à la société absorbante avec l'intégralité des sûretés y attachées.

Par l'effet de la fusion, Bâloise Europe Vie S.A. cessera d'exister de plein droit et Bâloise Vie Luxembourg S.A. émettra de nouvelles actions aux détenteurs d'actions Bâloise Europe Vie S.A., conformément aux Termes et Conditions de la Fusion.

3. Statuts. Les statuts actuels de Bâloise Vie Luxembourg S.A. sont joints en annexe du présent Projet de fusion.

4. Composition du Conseil d'administration de Bâloise Vie Luxembourg S.A.. La composition du Conseil d'administration de Bâloise Vie Luxembourg S.A. ne changera pas suite à la fusion.

5. Date d'effet. La fusion prendra effet à l'égard des tiers un mois après la publication du projet de fusion au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (date de réalisation), conformément aux dispositions de l'article 9 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales. Elle deviendra effective à partir de l'Assemblée Générale extraordinaire statuant sur ledit projet de fusion avec effet au 1^{er} janvier 2011.

6. Traitement comptable de la fusion. D'un point de vue comptable, la date à partir de laquelle les opérations de Bâloise Europe Vie S.A. sont considérées comme accomplies pour le compte de Bâloise Vie Luxembourg S.A. est fixée au 1^{er} janvier 2011.

7. Rapport d'échange. Les Conseils d'Administration des Sociétés fusionnantes ont décidé que l'échange se fera comme suit: Du fait du transfert de plein droit de tous les actifs et passifs de Bâloise Europe Vie S.A. par voie de fusion, Bâloise Vie Luxembourg S.A. à la date d'effet émettra en faveur des détenteurs d'actions Bâloise Europe Vie S.A. existantes à cette date 18.790 (dix huit mille sept cent quatre-vingt dix) actions Bâloise Vie Luxembourg S.A. pour 38.144 (trente-huit mille cent quarante-quatre) actions Bâloise Europe Vie S.A. (le "Rapport d'Echange").

A la date d'effet, les actions Bâloise Vie Luxembourg S.A. nouvellement émises auront les mêmes droits que les actions Bâloise Europe Vie S.A. existantes, y compris en ce qui concerne les profits non distribués et autres réserves.

Le rapport d'échange est calculé sur base de la valeur nette comptable des actions.

8. Réalisation de la fusion. Lors de la prise d'effet de la fusion, les détenteurs d'actions Bâloise Europe Vie S.A. recevront automatiquement des actions de Bâloise Vie Luxembourg S.A. nouvellement émises conformément au Rapport d'Echange et en fonction de leur participation respective telle qu'inscrite dans le registre des actionnaires de Bâloise Europe Vie S.A. ou dans leurs comptes titres respectifs.

Les détenteurs d'actions Bâloise Europe Vie S.A. dont les actions sont directement inscrites dans le registre des actionnaires de Bâloise Europe Vie S.A. recevront automatiquement les actions de Bâloise Vie Luxembourg S.A. nouvellement émises par une inscription dans le registre des actionnaires de Bâloise Vie Luxembourg S.A.

9. Experts indépendants. Le Conseil d'Administration de Bâloise Europe Vie S.A. a nommé le réviseur PricewaterhouseCoopers SARL, établi et ayant son siège social à L-1471 Luxembourg, 400, route d'Esch, comme expert indépendant pour revoir, certifier et faire un rapport sur la pertinence et la responsabilité du rapport d'échange et de la méthode de la fusion et, en particulier, le Rapport d'Echange, conformément aux dispositions de la loi.

Une copie du rapport écrit destiné aux actionnaires, établi par cet expert indépendant conformément à la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, sera disponible au siège social de Bâloise Europe Vie S.A. et de Bâloise Vie Luxembourg S.A.

Le Conseil d'Administration de Bâloise Vie Luxembourg S.A. a nommé le réviseur PricewaterhouseCoopers SARL, établi et ayant son siège social à L-1471 Luxembourg, 400, route d'Esch, comme expert indépendant pour revoir, certifier et faire un rapport sur la pertinence et la responsabilité du rapport d'échange et de la méthode de la fusion et, en particulier, le Rapport d'Echange, conformément aux dispositions de la loi.

Une copie du rapport écrit destiné aux actionnaires établi par cet expert indépendant conformément à la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales sera disponible au: siège social de Bâloise Europe Vie S.A. et de Bâloise Vie Luxembourg S.A.

10. Avantage particulier. Aucun avantage particulier n'est attribué aux administrateurs, commissaires ou réviseurs des sociétés qui fusionnent.

11. Poursuite des activités. Bâloise Vie Luxembourg S.A. a l'intention de poursuivre les activités de Bâloise Europe Vie S.A., Bâloise Vie Luxembourg S.A. n'a pas l'intention d'interrompre aucune activité du fait de la fusion.

12. Les mandats des administrateurs et du Réviseur d'entreprise de la société absorbée prendront fin à la date de la fusion et décharge pleine et entière leur est accordée.

13. La société absorbante exécutera à partir de la date de réalisation, tous les contrats et obligations, de quelque nature qu'ils soient, de la société absorbée tels que ces contrats et obligations existent à la date de réalisation et exécutera en particulier tous les contrats existant avec les créanciers de la société absorbée et sera subrogée à tous les droits et obligations provenant de ces contrats.

14. Les sociétés fusionnantes se conformeront à toutes dispositions légales en vigueur en ce qui concerne les déclarations à faire pour le paiement de toutes impositions éventuelles ou taxes résultant de la réalisation définitive des apports faits au titre de la fusion, comme indiqué ci-après.

15. Les documents sociaux de la société absorbée seront conservés pendant le délai légal au siège de la société absorbante.

16. Formalités. La société absorbante:

- a. effectuera toutes les formalités légales de publicité relatives aux apports effectués au titre de la fusion;
- b. fera son affaire personnelle des déclarations et formalités nécessaires auprès de toutes administrations qu'il conviendra pour faire mettre à son nom les éléments d'actif apportés;
- c. effectuera toutes formalités en vue de rendre opposable aux tiers la transmission des biens et droits à elle apportés.

17. Remise de titres. Lors de la réalisation définitive de la fusion, la société absorbée remettra à la société absorbante les originaux de tous ses actes constitutifs et modificatifs ainsi que les livres de comptabilité et autres documents comptables, les titres de propriété ou actes justificatifs de propriété de tous les éléments d'actif, les justificatifs des opérations réalisées, les valeurs mobilières ainsi que tous contrats (de prêts, de travail, de fiducie,...), archives, pièces et autres documents quelconques relatifs aux éléments et droits apportés.

18. Frais et droits. Tous frais, droits et honoraires dus au titre de la fusion seront supportés par la société absorbante.

19. La société absorbante acquittera, le cas échéant, les impôts dus par la société absorbée sur le capital et les bénéfices au titre des exercices non encore imposés définitivement.

20. Approbation par les actionnaires et par le Conseil d'Administration. Le Conseil d'Administration de Bâloise Europe Vie S.A. a approuvé le Projet de fusion le 22 septembre 2010.

Le Conseil d'Administration de Bâloise Vie Luxembourg S.A. a approuvé le Projet de fusion le 22 septembre 2010.

La fusion est subordonnée à l'adoption par l'Assemblée Générale des actionnaires de Bâloise Europe Vie S.A. et de Bâloise Vie Luxembourg S.A. du projet de fusion tel que prévu par le présent Projet de fusion.

21. Raisons de la fusion. Les Conseils d'Administration de Bâloise Europe Vie S.A. et de Bâloise Vie Luxembourg S.A. précisent que la présente opération de fusion est faite dans un but de réunir les activités d'assurance vie de ces deux sociétés d'assurance vie au sein d'une seule et même entité, de simplifier la gestion du groupe, d'homogénéiser les équipes et de bénéficier de la structure de gestion centralisée de Bâloise Vie Luxembourg S.A.

22. Dépôt des documents auprès des registres publics. Le présent Projet de fusion et ses annexes, seront déposés auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.

23. Documents disponibles au siège social des sociétés fusionnantes. Le Projet de fusion et ses annexes seront disponibles au siège social des sociétés fusionnantes, ensemble avec les documents suivants:

- a. les comptes annuels de Bâloise Vie Luxembourg S.A. tels qu'approuvés par l'Assemblée Générale des actionnaires de Bâloise Vie Luxembourg S.A., y compris les rapports du réviseur y relatifs, et les rapports annuels de Bâloise Vie Luxembourg S.A.
- b. les comptes et rapports de gestion des trois derniers exercices et les états comptables de Bâloise Vie Luxembourg S.A. au 30 juin 2010.
- c. les comptes et rapports de gestion des trois derniers exercices et les états comptables de Bâloise Europe Vie S.A. au 30 juin 2010.
- d. l'acte de fusion
- e. le Projet de fusion et rapport écrit détaillé sur ladite fusion, conformément à l'article 265 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.
- f. les rapports écrits destinés aux actionnaires des experts indépendants, conformément à l'article 266 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.

24. Modification des statuts Bâloise Vie Luxembourg S.A. Il résulte du rapport d'échange que les actionnaires de la société anonyme Bâloise Europe Vie S.A. percevront 18.790 (dix huit mille sept cent quatre-vingt dix) actions de la société absorbante Bâloise Vie Luxembourg S.A.

En vue de la réalisation de la fusion projetée, il y aura en tout 18.790 (dix huit mille sept cent quatre-vingt dix) actions nouvelles sans désignation de valeur nominale, chacune entièrement libérée et jouissant des mêmes droits et obligations que les actions existantes.

L'article 5 des statuts sera par ailleurs modifié en tenant compte des résolutions à prendre par l'Assemblée Générale extraordinaire à intervenir.

En foi de quoi, les membres du Conseil approuvent et signent ce Projet de fusion.

Deuxième résolution

Les membres du Conseil décident à l'unanimité de donner procuration à Monsieur André Bredimus, né le 16 juillet 1952 à Luxembourg, et à Monsieur Romain Braas, né le 1^{er} juin 1963 à Luxembourg, afin de lancer les opérations qui seront jugées nécessaires dans le sens de la résolution précitée.

Les administrateurs donnent encore pouvoir à Monsieur André Bredimus et à Monsieur Romain Braas de signer aux effets ci-dessus tous actes, procès-verbaux, faire toutes déclarations et en général, faire tout le nécessaire, quoique non prévu aux présentes, promettant de tout ratifier au besoin.

Fait en 3 originaux.

Luxembourg, le 8.10.2010.

Peter Zutter / Jan De Meulder / André Bredimus / Annemie d'Hulster / German Egloff

Président / vice-président / Administrateur / Administrateur / Administrateur

Résolutions des conseils d'administration sous forme circulaire

Les membres des Conseils d'Administration de Bâloise Vie Luxembourg SA. et Bâloise Europe Vie S.A. prennent les résolutions suivantes:

Première résolution

PROJET DE FUSION

Les Conseils d'administration de:

1. Bâloise Vie Luxembourg S.A., une société anonyme de droit luxembourgeois, établie et ayant son siège social à L-8070 Bertrange, 23, rue du Puits Romain, Bourmicht, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 54 686 et

2. Bâloise Europe Vie S.A., une société anonyme de droit luxembourgeois, établie et ayant son siège social à L-8070 Bertrange, 23, rue du Puits Romain, Bourmicht, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 45 918,

ci - après dénommées collectivement les "Sociétés fusionnantes":

Décident de regrouper les sociétés Bâloise Vie Luxembourg S.A. et Bâloise Europe Vie S.A., préqualifiées, au travers d'un processus de fusion par voie d'absorption sans liquidation de la société Bâloise Europe Vie S.A., conformément au droit luxembourgeois, le tout conformément aux dispositions de la section XIV de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.

Le capital social émis de Bâloise Europe Vie S.A. à la date du présent Projet de fusion s'élève à 10.680.320.- EUR (dix millions six cent quatre vingt mille trois cent vingt Euros) et est divisé en 38.144 (trente huit mille cent quarante quatre) actions sans désignation de valeur nominale.

L'exercice social de chacune des Sociétés fusionnantes coïncide avec l'année civile. Les comptes annuels de Bâloise Europe Vie S.A. pour l'exercice se clôturant au 31 décembre 2010 seront approuvés par l'Assemblée générale des actionnaires après avoir été préalablement discutés et approuvés par le Conseil d'administration.

Aucune des Sociétés fusionnantes n'a été dissoute, n'a été déclarée en faillite ou n'est en situation de cessation de paiements, et toutes les actions émises représentant le capital des Sociétés fusionnantes ont été entièrement libérées.

1. Sociétés fusionnantes.

- La société Bâloise Vie Luxembourg S.A., une société anonyme de droit luxembourgeois, établie et ayant son siège social à L-8070 Bertrange, 23, rue du Puits Romain, Bourmicht, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 54 686, au capital social de 22.000.000 EUR (vingt-deux millions Euros), représenté par 36.000 (trente-six mille) actions sans désignation de valeur nominale et

- la société Bâloise Europe Vie S.A., une société anonyme de droit luxembourgeois, établie et ayant son siège social à L-8070 Bertrange, 23, rue du Puits Romain, Bourmicht, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 45 918, au capital social de 10.680.320 EUR (dix millions six cent quatre vingt mille trois cent vingt Euros), représenté par 38.144 (trente-huit mille cent quarante-quatre) actions sans désignation de valeur nominale.

Aucun autre titre donnant droit de vote ou donnant des droits spéciaux n'a été émis par les sociétés prémentionnées.

2. Fusion. La société anonyme Bâloise Europe Vie S.A. fusionnera avec la société Bâloise Vie Luxembourg S.A. par voie d'absorption sans liquidation de Bâloise Europe Vie S.A. par Bâloise Vie Luxembourg S.A. conformément aux dispositions de la section XIV de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les Sociétés commerciales, et aux termes et conditions contenues dans le présent Projet de fusion et rapport écrit détaillé.

Lors de la prise d'effet de la fusion, tous les actifs et les passifs de Bâloise Europe Vie S.A., tels qu'ils existeront à la date d'effet, telle que définie ci-dessous, seront transférés de plein droit à Bâloise Vie Luxembourg S.A.

De même, à partir de cette même date, tous les droits et obligations de la société absorbée vis-à-vis des tiers seront pris en charge par la société absorbante. La société absorbante assumera en particulier toutes les dettes comme ses dettes propres et toutes les obligations de paiement de la société absorbée. Les droits et créances de la société absorbée seront transférés à la société absorbante avec l'intégralité des sûretés y attachées.

Par l'effet de la fusion, Bâloise Europe Vie S.A. cessera d'exister de plein droit et Bâloise Vie Luxembourg S.A. émettra de nouvelles actions aux détenteurs d'actions Bâloise Europe Vie S.A., conformément aux Termes et Conditions de la Fusion.

3. Statuts. Les statuts actuels de Bâloise Vie Luxembourg S.A. sont joints en annexe du présent Projet de fusion.

4. Composition du Conseil d'administration de Bâloise Vie Luxembourg S.A.. La composition du Conseil d'administration de Bâloise Vie Luxembourg S.A. ne changera pas suite à la fusion.

5. Date d'effet. La fusion prendra effet à l'égard des tiers un mois après la publication du projet de fusion au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (date de réalisation), conformément aux dispositions de l'article 9 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales. Elle deviendra effective à partir de l'Assemblée Générale extraordinaire statuant sur ledit projet de fusion avec effet au 1er janvier 2011.

6. Traitement comptable de la fusion. D'un point de vue comptable, la date à partir de laquelle les opérations de Bâloise Europe Vie S.A. sont considérées comme accomplies pour le compte de Bâloise Vie Luxembourg S.A. est fixée au 1er janvier 2011.

7. Rapport d'échange. Les Conseils d'Administration des Sociétés fusionnantes ont décidé que l'échange se fera comme suit: Du fait du transfert de plein droit de tous les actifs et passifs de Bâloise Europe Vie S.A. par voie de fusion, Bâloise Vie Luxembourg S.A. à la date d'effet émettra en faveur des détenteurs d'actions Bâloise Europe Vie S.A. existantes à cette date 18.790 (dix huit mille sept cent quatre-vingt dix) actions Bâloise Vie Luxembourg S.A. pour 38.144 (trente-huit mille cent quarante-quatre) actions Bâloise Europe Vie S.A. (le "Rapport d'Echange").

A la date d'effet, les actions Bâloise Vie Luxembourg S.A. nouvellement émises auront les mêmes droits que les actions Bâloise Europe Vie S.A. existantes, y compris en ce qui concerne les profits non distribués et autres réserves.

Le rapport d'échange est calculé sur base de la valeur nette comptable des actions.

8. Réalisation de la fusion. Lors de la prise d'effet de la fusion, les détenteurs d'actions Bâloise Europe Vie S.A. recevront automatiquement des actions de Bâloise Vie Luxembourg S.A. nouvellement émises conformément au Rapport d'Echange et en fonction de leur participation respective telle qu'inscrite dans le registre des actionnaires de Bâloise Europe Vie S.A. ou dans leurs comptes titres respectifs.

Les détenteurs d'actions Bâloise Europe Vie S.A. dont les actions sont directement inscrites dans le registre des actionnaires de Bâloise Europe Vie S.A. recevront automatiquement les actions de Bâloise Vie Luxembourg S.A. nouvellement émises par une inscription dans le registre des actionnaires de Bâloise Vie Luxembourg S.A.

9. Experts indépendants. Le Conseil d'Administration de Bâloise Europe Vie S.A. a nommé le réviseur PricewaterhouseCoopers SARL, établi et ayant son siège social à L-1471 Luxembourg, 400, route d'Esch, comme expert indépendant

pour revoir, certifier et faire un rapport sur la pertinence et la responsabilité du rapport d'échange et de la méthode de la fusion et, en particulier, le Rapport d'Echange, conformément aux dispositions de la loi.

Une copie du rapport écrit destiné aux actionnaires, établi par cet expert indépendant conformément à la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, sera disponible au siège social de Bâloise Europe Vie S.A. et de Bâloise Vie Luxembourg S.A.

Le Conseil d'Administration de Bâloise Vie Luxembourg S.A. a nommé le réviseur PricewaterhouseCoopers SARL, établi et ayant son siège social à L-1471 Luxembourg, 400, route d'Esch, comme expert indépendant pour revoir, certifier et faire un rapport sur la pertinence et la responsabilité du rapport d'échange et de la méthode de la fusion et, en particulier, le Rapport d'Echange, conformément aux dispositions de la loi.

Une copie du rapport écrit destiné aux actionnaires établi par cet expert indépendant conformément à la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales sera disponible au siège social de Bâloise Europe Vie S.A. et de Bâloise Vie Luxembourg S.A.

10. Avantage particulier. Aucun avantage particulier n'est attribué aux administrateurs, commissaires ou réviseurs des sociétés qui fusionnent.

11. Poursuite des activités. Bâloise Vie Luxembourg S.A. a l'intention de poursuivre les activités de Bâloise Europe Vie S.A., Bâloise Vie Luxembourg S.A. n'a pas l'intention d'interrompre aucune activité du fait de la fusion.

12. Les mandats des administrateurs et du Réviseur d'entreprise de la société absorbée prendront fin à la date de la fusion et décharge pleine et entière leur est accordée.

13. La société absorbante exécutera à partir de la date de réalisation, tous les contrats et obligations, de quelque nature qu'ils soient, de la société absorbée tels que ces contrats et obligations existent à la date de réalisation et exécutera en particulier tous les contrats existant avec les créanciers de la société absorbée et sera subrogée à tous les droits et obligations provenant de ces contrats.

14. Les sociétés fusionnantes se conformeront à toutes dispositions légales en vigueur en ce qui concerne les déclarations à faire pour le paiement de toutes impositions éventuelles ou taxes résultant de la réalisation définitive des apports faits au titre de la fusion, comme indiqué ci-après.

15. Les documents sociaux de la société absorbée seront conservés pendant le délai légal au siège de la société absorbante.

16. Formalités. La société absorbante:

- a. effectuera toutes les formalités légales de publicité relatives aux apports effectués au titre de la fusion;
- b. fera son affaire personnelle des déclarations et formalités nécessaires auprès de toutes administrations qu'il conviendra pour faire mettre à son nom les éléments d'actif apportés;
- c. effectuera toutes formalités en vue de rendre opposable aux tiers la transmission des biens et droits à elle apportés.

17. Remise de titres. Lors de la réalisation définitive de la fusion, la société absorbée remettra à la société absorbante les originaux de tous ses actes constitutifs et modificatifs ainsi que les livres de comptabilité et autres documents comptables, les titres de propriété ou actes justificatifs de propriété de tous les éléments d'actif, les justificatifs des opérations réalisées, les valeurs mobilières ainsi que tous contrats (de prêts, de travail, de fiducie,...), archives, pièces et autres documents quelconques relatifs aux éléments et droits apportés.

18. Frais et droits. Tous frais, droits et honoraires dus au titre de la fusion seront supportés par la société absorbante.

19. La société absorbante acquittera, le cas échéant, les impôts dus par la société absorbée sur le capital et les bénéfices au titre des exercices non encore imposés définitivement.

20. Approbation par les actionnaires et par le Conseil d'Administration:

Le Conseil d'Administration de Bâloise Europe Vie S.A. a approuvé le Projet de fusion le 22 septembre 2010.

Le Conseil d'Administration de Bâloise Vie Luxembourg S.A. a approuvé le Projet de fusion le 22 septembre 2010.

La fusion est subordonnée à l'adoption par l'Assemblée Générale des actionnaires de Bâloise Europe Vie S.A. et de Bâloise Vie Luxembourg S.A. du projet de fusion tel que prévu par le présent Projet de fusion.

21. Raisons de la fusion. Les Conseils d'Administration de Bâloise Europe Vie S.A. et de Bâloise Vie Luxembourg S.A. précisent que la présente opération de fusion est faite dans un but de réunir les activités d'assurance vie de ces deux sociétés d'assurance vie au sein d'une seule et même entité, de simplifier la gestion du groupe, d'homogénéiser les équipes et de bénéficier de la structure de gestion centralisée de Bâloise Vie Luxembourg S.A.

22. Dépôt des documents auprès des registres publics. Le présent Projet de fusion et ses annexes, seront déposés auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.

23. Documents disponibles au siège social des sociétés fusionnantes. Le Projet de fusion et ses annexes seront disponibles au siège social des sociétés fusionnantes, ensemble avec les documents suivants:

- a. les comptes annuels de Bâloise Vie Luxembourg S.A. tels qu'approuvés par l'Assemblée Générale des actionnaires de Bâloise Vie Luxembourg S.A., y compris les rapports du réviseur y relatifs, et les rapports annuels de Bâloise Vie Luxembourg S.A.
- b. les comptes et rapports de gestion des trois derniers exercices et les états comptables de Bâloise Vie Luxembourg S.A. au 30 juin 2010.
- c. les comptes et rapports de gestion des trois derniers exercices et les états comptables de Bâloise Europe Vie S.A. au 30 juin 2010.
- d. l'acte de fusion
- e. le Projet de fusion et rapport écrit détaillé sur ladite fusion, conformément à l'article 265 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.
- f. les rapports écrits destinés aux actionnaires des experts indépendants, conformément à l'article 266 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.

24. Modification des statuts Bâloise Vie Luxembourg S.A. Il résulte du rapport d'échange que les actionnaires de la société anonyme Bâloise Europe Vie S.A. percevront 18.790 (dix huit mille sept cent quatre-vingt dix) actions de la société absorbante Bâloise Vie Luxembourg S.A.

En vue de la réalisation de la fusion projetée, il y aura en tout 18.790 (dix huit mille sept cent quatre-vingt dix) actions nouvelles sans désignation de valeur nominale, chacune entièrement libérée et jouissant des mêmes droits et obligations que les actions existantes.

L'article 5 des statuts sera par ailleurs modifié en tenant compte des résolutions à prendre par l'Assemblée Générale extraordinaire à intervenir.

En foi de quoi, les membres du Conseil approuvent et signent ce Projet de fusion.

Deuxième résolution

Les membres du Conseil décident à l'unanimité de donner procuration à Monsieur André Bredimus, né le 16 juillet 1952 à Luxembourg, et à Monsieur Romain Braas, né le 1^{er} juin 1963 à Luxembourg, afin de lancer les opérations qui seront jugées nécessaires dans le sens de la résolution précitée.

Les administrateurs donnent encore pouvoir à Monsieur André Bredimus et à Monsieur Romain Braas de signer aux effets ci-dessus tous actes, procès-verbaux, faire toutes déclarations et en général, faire tout le nécessaire, quoique non prévu aux présentes, promettant de tout ratifier au besoin.

Fait en 3 originaux.

Luxembourg, le 8.10.2010.

Peter Zutter / Jan De Meulder / André Bredimus / Annemie d'Hulster / German Egloff
Président / vice-président / Administrateur / Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2010158415/330.

(100182682) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 novembre 2010.

3A Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1417 Luxembourg, 8, rue Dicks.

R.C.S. Luxembourg B 59.381.

Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire de Actionnaires tenue à 12h00 en date du 26 mai 2010

Après discussion pleine et entière l'Assemblée prend à l'unanimité les résolutions suivantes:

Résolutions

4. L'assemblée générale accepte les démissions de Mr. Renzo Rangoni du Conseil d'Administration et de son poste d'administrateur-délégué, et nomme Mr. Nico Hoffeld, adresse professionnelle 8, rue Dicks L-1417 Luxembourg comme nouveau membre du conseil, qui accepte. M. Hoffeld sera en charge jusqu'à l'assemblée générale ordinaire de l'année 2012.

Aucun autre point étant à l'ordre du jour, le président déclare l'assemblée générale ordinaire close à 13h00.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Un mandataire

Référence de publication: 2010158387/17.

(100181979) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 novembre 2010.